NUMERO BIMENSUEL
NOUVEL HEBDO EN MARS 1990

ISSN 0026-9433

T 2137 - 774 - 10,00 F
3792137010003 07740

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 774 JEUDI 15 FEVRIER 1990 10,00 F

POUR EN FINIR AVEC L'APARTHEID

Fonction publique : les bureaucrates ont signé ! PAGE 4

Interview de Michel Ragon : Un siècle d'anarchisme PAGE 10

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

communiqués

• SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir — Tribune libertaire », animée par le groupe Nestor-Makhno, est diffusée désormais le jeudi à partir de 20 h, sur Radio-Dio, 89.6 MHz. Au programme : le point de vue des libertaires sur les grandes questions et actualités, des rafales de « boulets noirs », des nouvelles du mouvement libertaire international, des notes de lecture, etc.

• AURILLAC :

Une liaison existe à Aurillac (Cantal). Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le collectif anarchiste et le groupe F.A. de Bourgoin-Jallieu organisent le samedi 17 février de 14 h 30 à 17 h, place des Halles, dans la rue piétonne, un stand de presse libertaire (journaux, livres, badges, briquets, affiches...).

• LILLE :

Le groupe Humeurs Noires change ses permanences : le groupe se réunit tous les mercredis de 20 h 30 à 23 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE), 23, rue Gosselet, à Lille (Métro République). Sont disponibles une table de presse, de la documentation, etc.

• PARIS

Conférences-débats sur l'autogestion

L'autogestion n'est plus à la mode, c'est entendu, mais a-t-elle disparu ? C'est que que nous vous proposons de débattre au 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), 75018 Paris, m° Abbesses-Blanche.

- **Vendredi 2 mars - 20 h 30 : L'éducation : des crèches parentales aux lycées alternatifs ;**
- **Mardi 13 mars - 20 h : Panorama des pratiques autogestionnaires depuis 20 ans ;**
- **Mardi 20 mars - 20 h : Coordination ; comité de grève... Les grèves autogérées (avec la participation de grévistes des impôts, des PTT, etc. ;**
- **Mardi 27 mars - 20 h : Défendre les « droits de l'homme », est-ce préparer la révolution égalitaire, libertaire et sociale ?**
- **Mardi 3 avril - 20 h : L'autogestion étatique ? Le fédéralisme libertaire contre le centralisme démocratique.**

• UNION REGIONALE RHONE-ALPES :

Souscription pologne :
Groupe Berkman : 200 F — Collectif anarchiste de Bourgoin : 100 F — Y. Crozon : 100 F — Groupe de Toulon : 250 F — T. Guillaume : 100 F — N. Poujol : 30 F, C. Jacquier : 200 F. TOTAL PROVISOIRE : 980 F.
La souscription pour les anarchistes polonais continue. Chèques libellés à l'ordre de « Contre Courants ».
L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, souhaitant aider à l'équipement en matériel d'imprimerie nos camarades de la Fédération anarchiste des groupes de Pologne (ex-Interville anarchiste), appellent à la solidarité financière. « Contre Courant », la Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Mentionner : solidarité MA au dos du chèque.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

communiqués

SAINT-ETIENNE :

Le groupe Nestor-Makhno tient désormais sa permanence le premier mercredi du mois en la salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 SAINT-ETIENNE.

• SAINT-NAZAIRE :

« Les Amis de Fernand Pelloutier » (FA de Saint-Nazaire) organisent une réunion-débat, dont le thème sera : « Perspectives et réalité du mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste en Europe », le vendredi 16 février, à 20 h 30 - salle F - Maison du Peuple, place Salvador-Allende, Saint-Nazaire.

• TOULON :

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent samedi 24 février, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une projection-débat autour du film de Bernard Baissat : *Aux quatre coins coins du Canard*. Avec Bernard Thomas, journaliste au *Canard enchaîné*. Table de presse.

• VALENCE :

Une liaison vient de se constituer sur Valence. Toute personne intéressée à travailler avec nous peut nous contacter à l'adresse suivante (provisoirement) : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• POITIERS :

Le groupe Alexandre-Berkman et ses sympathisants vous informent qu'ils tiennent une table de presse le mardi entre 11 h 30 et 13 h, dans le hall du restaurant universitaire Rabelais, sur le campus de l'université de Poitiers.

éditions

CONTRE VENTS ET MARÉES :

Le numéro 66 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », la Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèques à l'ordre de l'association).

• *« LE FARFADET » n°9/10) EST PARU :*

Pour fêter ses deux années d'existence, le groupe de Nantes sort un numéro double du *Farfadet* (n°9/10). Seize pages bourrées à craquer avec au sommaire : des articles sur les luttes menées à Nantes depuis le mois d'octobre (militarisme, fascisme, féminisme, soutien à Casabonne) ; un bilan de la longue grève des chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ; un retour sur le problème du voile et les intégrismes... Egalement au sommaire un point sur la Kanaky un an après les accords Matignon, les produits biologiques, l'écologie, la santé en 89, la « science » défendue par des réactionnaires et une interview de Castoriadis sur la question du consensus.

Pour vous procurer ce numéro double (6 F), vous avez trois possibilités.
Nous écrire à : Magazine libertaire, Alternances, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes, en y joignant 10 F (port compris) pour le canard ; ou vous déplacer à la librairie du Monde libertaire ; ou encore vous rendre à la librairie « Livres comme l'air », 2, rue Copernic, à Nantes.

HUMEURS NOIRES GRAFFITI

Le numéro 10 d'*Humeurs noires Graffiti* est arrivé, un chiffre rond comme l'année qui commence !

On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire et dans plusieurs librairies parallèles.
Pour un abonnement de 5 numéros, ce qui correspond approximativement à un an, adresser 30 F à l'ordre de ALDIR à : *Humeurs noires Graffiti* - ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Permanence du secrétariat aux Relations intérieures de la F.A. :
le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amelot - 75011 Paris (m° République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Souscriptions pour la nouvelle formule du « Monde libertaire »

BARDONNET : 100 F — NEEL : 160 F — BOUCROUX : 65 F — FREAL : 60 F — FERIOT : 60 F — DESCHAMPS : 100 F — LEFAURE : 100 F — Gr. d'Angoulême : 100 F — SAULOS : 110 F — ROUZET : 200 F — GIAUFER : 60 F — BOUCHER : 606 F — GARCIA : 60 F — ARGOUD : 60 F — LECLERC : 100 F — LACAS : 200 F — ROEMER : 60 F — Madame V. : 40 000 F — COUTY : 100 F — GIRAUD : 3 000 F — PILAT : 121 F — MARTI : 100 F — Groupe Berckman : 1 000 F — BARDONNET : 200 F — MASSIERA : 200 F — CAJEAN : 85 F — OLMO : 60 F — BOUDOT : 60 F — LAPEYRE : 500 F — BES : 100 F — PIGEAU : 60 F — PERSICI : 91 F — DUTHILLEUL : 200 F — GESSET : 250 F — DIEN : 100 F — TEJEDA : 60 F — AUZANNEAU : 60 F — BLAIN : 110 F — Gr. Malatesta : 1 080 F — LESUR : 300 F — CHEVAL : 60 F — LENOIR : 60 F — BELLATON : 150 F — LACROIX : 60 F — LEVEVRE : 270 F — DONDON : 160 F — COLLAT : 60 F — BREST : 1 000 F — Anonyme : 50 F.

Total des souscriptions : 51 908 F.

CABANETTES : 100 F — SANCHEZ : 50 F — ATZORI : 50 F — Gr. Berneri : 150 F — BOUEY : 80 F — CORNIC : 10 F — COSTES : 50 F — ESCOUBET : 50 F — FERNANDEZ : 50 F — GIRAUD-CHAVIGNER : 300 F — Gr. de Rouen : 50 F — MILLOT : 20 F — ETCHEGOREN : 100 F — PIVERT : 25 F — MAGLIONE : 200 F — MAYER : 50 F — RETOU : 100 F — CORDELET : 30 F — SAINTIER : 75 F — Gr. Sevran-Bondy : 100 F — Gr. Sacco-Vanzetti : 100 F — Gr. Pierre-Besnard : 150 F — PEYRAUT : 100 F.

Total des virements automatiques (moins les frais) : 1 900 F.

Souscription pour la nouvelle formule du monde libertaire (depuis octobre) :
TOTAL : 29 663 F + 51 908 F + 1 900 F = 83 471 F.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3e, 4e, 10e, 11e, 12e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse, Evry (liaison), Val d'Yerres — **Hauts-de-Seine :** Asnières, Colombes, La Défense, Fresnes-Antony — **Seine-Saint-Denis :** Noisy-le-Grand, Sevran-Bondy, Saint-Denis — **Val-de-Marne :** Créteil, Arcueil — **Val d'Oise :** Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhône :** Arles, Marseille — **Charentes :** Angoulême — **Charentes-Maritimes :** Rochefort/Marennes — **Côtes-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loir :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (3 groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Grenoble, Bourgoin-Jallieu — **Loire :** Saint-Etienne — **Loire-Atlantique :** Nantes — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Manche :** Cherbourg — **Marne :** Reims — **Moselle :** Thionville — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Bas-Rhin :** Scherwiller — **Rhône :** Lyon — **Sarthe :** Le Mans — **Seine-Maritime :** Rouen, Le Havre — **Somme :** Amiens — **Var :** Toulon — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers.

• LIAISONS

Ain : Liaison du Bugey — **Alpes de Haute-Provence :** Digne — **Hautes-Alpes :** Briançon — **Alpes-Maritimes :** Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** liaison des Ardennes — **Aube :** Liaison de l'Aube — **Aveyron :** Liaison de l'Aveyron, Rodez — **Bouches-du-Rhônes :** Aix-en-Provence — **Cantal :** Aurillac — **Charentes-Maritimes :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Creuse :** Guéret — **Doubs :** Pontarlier — **Drôme :** Valence — **Haute-Garonne :** Montrejeau — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers, Montpellier — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire :** Roannes — **Loire-Atlantique :** Saint-Nazaire — **Morbihan :** Liaison du Morbihan — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Moselle :** Metz — **Nord :** Douai — **Puy-de-Dôme :** Clermont-Ferrand — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** liaison Bas-Rhin — **Haute-Saône :** Liaison Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Seine-maritime :** Dieppe — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Sollies-Pont, Hyères, La Seyne-sur-Mer — **Territoire de Belfort :** Belfort — **Réunion :** Liaison de la Réunion.

Les personnes qui veulent prendre contact avec les groupes et liaisons de la Fédération anarchiste peuvent passer par les Relations intérieures : Fédération anarchiste (RI), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

APARTHEID

Le baiser qui tue !

LES conservateurs d'Afrique du Sud, au premier titre desquels Frederik De Klerck, ne se sont pas brusquement mués en anges. Leur principale décision relève de la stratégie du nuage de fumée, destiné tout à la fois à dérouter l'adversaire (ici l'ensemble des adversaires de l'apartheid) pour mieux l'étouffer.

C'est en ce sens que l'annonce d'une libération prochaine de Nelson Mandela pourrait bien n'être que de la poudre aux yeux.

Un ravalement de façade

Il ne faudrait pas en effet s'y tromper ; la légalisation du Congrès national africain et de la Confédération syndicale noire (Cosatu), ainsi que de trente-trois mouvements anti-apartheid de l'intérieur, représente une formidable entreprise de légitimation du pouvoir blanc. Car enfin, de telles mesures coupent singulièrement l'herbe sous le pied aux mouvements internationaux anti-apartheid. Et cela vaut surtout en direction des capitales occidentales pour lesquelles Pretoria semblait au fil des ans devenue de plus en plus infréquentable. A cet égard, De Klerck réussit à peu de frais à s'assurer une nouvelle crédibilité internationale, dont les combattants sud-africains contre l'apartheid pâtiront très vraisemblablement.

D'autre part, une telle opération permettra de relancer les affaires économiques en Afrique du Sud. A tort en effet, tout le monde a omis de remarquer qu'une large partie du discours de De Klerck annonçant la légalisation de l'ANC et la libération de Mandela, était consacrée à un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle joue *« un rôle positif et constructif dans l'investissement en Afrique du Sud »*. Et de Klerck a ici parfaitement réussi son coup, puisque juste après son discours Washington et Londres répondaient à l'invitation en proposant au président sud-africain une tournée internationale aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Enfin, l'optimisme des marchés financiers ne s'est pas fait attendre : les cours ont fortement grimpé vendredi 2 février à la Bourse de Johannesbourg, poussés par une forte demande locale et étrangère. C'est ainsi que l'indice général a bondi à 3 279 (record historique) contre 3 194 la veille en clôture.

L'opération de légitimation médiatique internationale et de remobilisation de la finance mondiale a donc parfaitement fonctionné. Pendant ce temps-là, concrètement, rien ne change, l'apartheid perdure.

L'apartheid perdure

Car il faut bien voir que l'ouverture supposée de l'espace politique en Afrique du Sud ne se fera pas sans contrepartie. Ce n'est qu'au prix d'une édulcoration de son combat que l'ANC sera pleinement reconnue. Elle devra nécessairement accepter de négocier avec le pouvoir blanc. Et cela même paraît d'emblée inacceptable. Imagine-t-on par exemple un seul instant qu'il ait fallu, il y a quarante ans, négocier avec Hitler ? Et quelle aurait dû être la position de tout résistant conséquent à l'annonce de la libération de Jean Moulin ? Le nazisme serait-il pour autant devenu plus fréquentable et n'aurait-il pas fallu toujours et sans concessions lutter contre lui par tous les moyens ? On ne discute pas avec Hitler, on abat son régime. On ne discute pas avec De Klerck, on détruit l'apartheid.

D'autant que Pretoria ne s'est en rien démunie de ses moyens de répression. On notera par exemple que l'état d'urgence reste en vigueur dans tout le pays, alors même que la législation sécuritaire normale eût largement suffi pour le maintien de l'ordre en toutes circonstances. Et parallèlement aucune troupe ne s'est vue retirée des townships noirs.

Les mesures de De Klerck demeurent en fait purement symboliques et ne remettent absolument pas en question l'odieuse exploitation des Noirs dans le pays. La misère constitue toujours leur unique horizon. Aujourd'hui encore les bidonvilles de Soweto ne connaissent ni l'électricité ni l'eau courante. Des chemins défoncés y tiennent lieu de routes. On se bouscule à dix ou douze dans de minuscules cahutes faites de planches et de tôles rouillées, récupérées sur les chantiers voisins. D'ailleurs, selon les chiffres officiels, seulement neuf des 259 townships du pays bénéficient pleinement de l'électricité, alors que 98% des constructions « régulières » de Soweto en sont équipées. Ce ne sont donc pas les petites mesurettes de De Klerck qui changeront un tant soit peu la discrimination raciale ou la paupérisation absolue que subit l'immense majorité du peuple sud-africain. C'est pourquoi plus que jamais l'heure est à une lute anti-apartheid radicale.

Plus que jamais le boycott

Appréhendant clairement la situation, Desmond Tutu remarquait que *« nous n'avons pas encore obtenu le démantèlement de l'apartheid »* et appelait la communauté internationale au renforcement des pressions politiques et économiques sur Pretoria. Il faut dire que l'Afrique du Sud connaît depuis longtemps les mille et une manières de contourner des embargos. Depuis longtemps, en effet, les relations triangulaires Afrique du Sud-Taïwan-Israël ont permis de continuer à faire des affaires. Et le Kremlin assure la commercialisation de ses diamants par une filiale à Londres de la compagnie De Beers d'Afrique du Sud.

Face à cet attentisme international, en quoi consisterait une stratégie effective de combat anti-apartheid ? En un embargo absolu vis-à-vis de tous les produits sud-africains évidemment, mais aussi en l'octroi d'aides aux pays d'Afrique australe soumis aux rétorsions de Pretoria. Mais surtout en un rapatriement immédiat de tous les capitaux occidentaux investis aujourd'hui encore en Afrique du Sud. A condition qu'en même temps toutes les entreprises en contact de près ou de loin avec l'apartheid se voient exclues de tout marché, et qu'un gel de tous les avoirs sud-africains dans les pays occidentaux soit promulgué. Avec l'application de telles mesures, l'apartheid ne tiendrait pas un an et s'effondrerait sans effusion de sang.

Nous en sommes loin malheureusement, car il est vrai que depuis toujours le respect des droits de l'homme s'arrête là où débute le profit capitaliste. En ce sens, on n'attaquera jamais l'apartheid sans s'attaquer aussi au capitalisme.

Nicole BENYOUNES
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

POUR MALIK

Les organisations soussignées sont indignées par la clémence dont ont bénéficié les meurtriers de Malik Oussekine. Les vraies responsabilités politiques et morales ont été occultées au cours du procès et le verdict concourt incontestablement à cautionner la politique sécuritaire et à encourager les violences policières qui en découlent.

Nous appelons l'ensemble de la population à une manifestation unitaire, le samedi 17 février, à 15 h, place Denfert-Rochereau, à Paris.

Nous exigeons une justice égale pour tous et son application à toutes les victimes des violences policières ou racistes, le respect des droits de manifestation et la mise hors-la-loi des pelotons de voltigeurs motorisés.

Amicale des Algériens en Europe, Alliance Rouge et Vert, CGT, CCJ-CGT, Collectif Jeunes libertaires, Comité des Familles, Comité « Justice pour Ahmed », Fédération Anarchiste, FASTI, Intercapa, JCR, JEC, JOC, JOCF, LCR, Ligue des droits de l'Homme, MRAP, PCF, PSA, PCI, PCOF, REAL, Reflexe, Repères, SCALP, SNES, SOS-Racisme, UNEF, UNEF-ID, UNEM, Union des Etudiants Communistes.

EDITORIAL

LES organisations anti-apartheid légalisées et Nelson Mandela libéré, c'est une entreprise d'abolition des lois raciales qui s'ébauche. Désormais, on peut raisonnablement penser que l'apartheid institutionnalisé va disparaître. Qu'en sera-t-il au quotidien ? Il est à craindre que les choses n'en soient pas de même. Déjà des voix s'élèvent au sein de la communauté blanche pour protester contre les mesures de libéralisation du régime, et les pratiques de lynchage dignes du Ku Klux Klan s'intensifient.

Parmi la majorité noire, la situation est des plus confuses. Outre les tiraillements existant entre l'ANC, infiltré par le parti communiste, et le Pan-african Congress (PANC), connu pour ses orientations anti-marxistes et son hostilité à tout individu blanc, même progressiste, il est à souligner l'ampleur du conflit existant entre le parti de Nelson Mandela et le mouvement conservateur zoulou « Imkhata » à la solde du pouvoir.

De dissensions en querelles, on en est arrivé dans les « townships » à des troubles caractéristiques d'une guerre civile larvée. En fait d'une démocratisation de bon aloi pour l'Occident, l'Afrique du Sud paraît s'engouffrer dans un cycle violence/répression encore plus tangible qu'auparavant.

Espérons que les bonnes nouvelles de ces derniers jours ne détourneront pas les médias et les militants anti-apartheid occidentaux du problème sud-africain. Mandela libéré, il reste encore un peuple à libérer des perversités coloniales et des tentations néo-colonialistes.

Mandela libéré, et après ?...

LA libération d'un des plus vieux prisonniers politiques du monde, Nelson Mandela, va-t-il pour autant permettre à la population noire d'Afrique du Sud d'en finir avec l'apartheid ? Quand on lit les réactions de la droite et de l'extrême droite sud-africaine, on peut en douter. *« Seule une bonne guerre civile sortirait l'Afrique du Sud de cette glissade vertigineuse vers l'Afrique noire »*, affirme Andries Treurnicht, chef de file du parti conservateur.

L'extrême droite menace même d'attenter à la vie de Mandela. Johnny Issel, militant de l'ANC, précise que sa sécurité pose un grave problème : *« la droite est dans un état de confusion totale. Ils agissent de façon irrationnelle et ont commencé à attaquer et à tuer des Noirs. »* Cela promet !

« De Klerk va trop vite en besogne et mène le pays tout droit vers la chaos politique et financier », s'inquiètent les libéraux modérés de la minorité blanche. De Klerk lui-même n'a pas répondu clairement aux deux conditions exigées par Nelson Mandela pour sa libération : levée de l'état d'urgence et libération de tous les prisonniers politiques (lire Nicole Benyounes). De Klerk hésite et promet des négociations prochaines. Simple mesure pour « racheter » la confiance des Occidentaux, la libération de Mandela n'annonce pas la fin de la répression et du fascisme blanc, bien au contraire. Pour la fin de l'apartheid, il faudra donc attendre, et surtout agir.

Du côté occidental justement, les réactions apparaissent quelque peu dérisoires et plus politiciennes qu'autre chose. Ceux qui comme Mitterrand expriment leur « profonde satisfaction » ou Michel Rocard sa « joie immense », alors que les intérêts financiers français n'ont jamais été aussi importants à Pretoria, ne font que confirmer cette stratégie diplomatique : comment faire des affaires là-bas sans trop se compromettre avec un régime fasciste et quelque peu infréquentable pour sa bonne image de marque ? Notamment pour la France, ce beau pays des droits de l'homme !...

A peine Mandela libéré a-t-on entendu un leader socialiste appeler à une levée des sanctions économiques contre Pretoria. Ce qui d'ailleurs n'a pas plu au Mouvement anti-apartheid français qui a répliqué immédiatement en dénonçant cette « insulte à Mandela et à l'ANC ». Mais cette triste anecdote illustre bien l'attitude des gouvernements européens et américain. Ces derniers se sont empressés de répondre à l'invitation de De Klerk pour réinvestir en Afrique du Sud, ce qui révèle leur véritable intérêt. Les industriels avaient quelques scrupules à s'implanter ; avec la libération du leader nationaliste, plus de problèmes. Le régime sud-africain pourra être ainsi considéré comme un partenaire suffisamment présentable. Les bonnes affaires vont pouvoir à nouveau se conclure sans risque d'entendre les militants antiracistes. Enfin, c'est ce qu'ils espèrent.

Alain Ternational

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

Durafour l'arnaqueur

DEPUIS l'automne 1988, tous les secteurs de la Fonction publique ont été touchés par une vague de grèves sans précédent. Même les flics et les militaires furent de la partie et l'Etat voulant maintenir ses forces répressives a été le plus généreux avec ces derniers. Pour les autres secteurs, les négociations furent difficiles et les luttes assez longues. Les résultats obtenus ne sont pas, et loin s'en faut, énormes malgré l'ampleur de la lutte (l'exemple des Finances est assez révélateur). Le malaise de la Fonction publique tient au faible niveau des salaires et aux perspectives de carrière minables par rapport aux qualifications des fonctionnaires

Pour essayer de résoudre le problème des carrières, Durafour, ministre de la Fonction publique, a négocié pendant presque un mois avec l'ensemble des organisations syndicales. Le but de ces négociations était donc de réformer la grille salariale des fonctionnaires, en vigueur depuis 1945, au travers des quatre catégories A, B, C et D. Les résultats ne sont pas terribles. Les nouvelles mesures vont s'étaler sur sept ans et verront la disparition du cadre D (le plus bas) intégré au cadre C. Pour chaque cadre, il n'y a aucune augmentation de salaires en début de carrière et seulement des augmentations en fin de carrière. Les augmentations les plus importantes sont reportées sur le haut du cadre A (la haute hiérarchie), ce qui démontre la volonté du gouvernement d'intégrer les cadres supérieurs de l'administration à la mise en œuvre de sa politique de « modernisation » (faire trimer les fonctionnaires en supprimant des emplois sans augmenter les salaires). Tout cela ne comble pas les 12% de pouvoir d'achat perdus

par les fonctionnaires depuis 1982.

Durafour a présenté comme un cadeau royal les quarante milliards qui seront attribués sur ce projet pour sept ans. Ce chiffre est dérisoire quand on sait que les mécanismes normaux d'avancement auraient coûté trente milliards sur sept ans et que depuis dix ans la part de la Fonction publique sur le budget de l'Etat a baissé de plus de cinq cents milliards. C'est une vaste arnaque. De plus, Durafour prévoit la suppression des catégories A, B, C, D à l'avenir, ce qui supprimera toutes les garanties salariales des fonctionnaires.

Pour l'Etat, l'avenir c'est d'avoir des choix pour augmenter certains fonctionnaires et pas d'autres. Il prévoit sûrement trois catégories : les fonctionnaires de sécurité et défense, les fonctionnaires d'enseignement et santé, puis les autres. Avec l'avancement au mérite qui commence à être instauré par ce budget, les fonctionnaires vont quitter leur statut pour la jungle du libéralisme.

Saimbron de la FEN était tout fier de déclarer qu'il serait heureux de signer un tel projet où pour la première fois beaucoup d'argent était en jeu. La FEN signa avec la CFTC, la CGC, la CFDT. Seuls FO et la CGT refusent de signer. Les embrouilles furent présentes à cette négociation puisque FO a surpris la CFDT et la FEN à négocier sous la table et a poussé de hauts cris avant de quitter la table des négociations. FO voulait peut-être aussi régler ses comptes avec la CFDT et la FEN à propos de la recomposition qu'elle ne veut pas, mais là c'est une autre histoire.

Philippe SPEC
(gr. Louise-Michel)

FONCTION PUBLIQUE
Rien ne va plus, les bureaucrates ont signé !...

ON aura tout entendu... *« Plus de cinquante heures de négociations, l'avenir de 4,5 millions de fonctionnaires en jeu »*, s'est exclamée fièrement la CFDT dans sa presse militante... *« Négociations marathon », « Du jamais vu dans la Fonction publique »*, ont repris en chœurs les médias nationaux... *« Accord historique »*, s'est réjoui Michel Rocard... La langue de bois des bureaucrates et des gouvernants n'a jamais été aussi exaltée ! Tous les signataires se sont félicités. Trois jours de négociations pour une grille qui n'avait pas été revue depuis 1947. Trois jours pour un reclassement pour sept ans... Trois jours pour négocier à froid une pseudo-refonte de la grille des fonctionnaires... C'est vraiment se moquer du monde. Comment faire croire qu'en négociant la nuit, en usant de discussions secrètes dans les sous-sols du ministère, la CFDT, la FEN, la CFTC, la CGC et les Autonomes ont provoqué une avancée sans précédent pour les personnels de l'Etat ? C'est du véritable mensonge. Ces cinq syndicats signataires, qui ne représentent pas la moitié des personnels, exceptée la FEN, se satisfont d'un accord qui n'apportera en fait que quelques francs supplémentaires en moyenne étalés sur sept ans. En plus, ces accords remettent en cause les logiques de carrière (suppression des catégories A, B, et C) au profit d'une logique des métiers qui introduit salaires au mérite et rentabilité.

Ne parlons pas de la manière dont ces mêmes syndicats ont consulté leur base et au-delà les fonctionnaires concernés. A peine quatre jours pour débattre d'un protocole qui régira la vie des fonctionnaires pour les dix ans à venir. Cette méthode a d'ailleurs suscité maints remous dans la FEN et surtout à la CFDT. En effet, le SNES a dénoncé la signature de la Fédération de l'Education nationale. A la CFDT, la Fédération Finances et la Fédération Transports et Equipements (FGTE) ont également condamné ces consultations à la va-vite et dénoncé ces stratégies de « négociations à froid ».

On le voit, c'est dans la compromission la plus totale que les représentants des Confédérations signataires ont accepté ce protocole qui est très loin des revendications exprimées par les agents de la Fonction publique lors des récentes grèves. Ces bureaucrates ne font pas honneur au syndicalisme !

A.D.

En bref

• SOLIDARITÉ KANAKY :
Dans le cadre de la solidarité envers le peuple kanak et à l'initiative de l'AISDPK se dérouleront le dimanche 18 février 1990 des Assises pour Kanaky. Au programme : des expositions, films, débats, tables rondes. Au cours des débats, seront abordés les sujets suivants :
— Qu'est-ce qui a changé depuis les accords Matignon ? Bilan économique et social.
— Jeunesse kanake, quel avenir ? Avec des intervenants de retour de Nouvelle-Calédonie.
— Justice coloniale et amnistie, avec Jean-Jacques de Félice.
— Clôture : intégration, partition, indépendance ? Quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ? Quel soutien en France ?, avec J.-M. Kohler.
Ces assises se tiendront de 10 h à 19 h au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (m° Plaisance).

• PRESSE :
Le numéro 93 de *Courant alternatif*, mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, vient de paraître. Le dossier central ce mois-ci est axé sur l'immigration. Mais vous trouverez aussi dans ce journal des articles sur d'autres sujets comme la lutte contre les déchets nucléaires, la lutte des employés de la BNP ainsi que la situation en Hongrie, Pologne et RDA.
En vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 20 F.

• CLEA :
Une liaison de la CLEA (coordination des lycéens et étudiants anarchistes) est en formation à Lille. Pour tout contact, écrivez au CCL-CLEA, 1/2, rue Denis-du-Péage 59800 Lille. Une permanence est également assurée à cette même adresse, tous les jeudi, de 19 h à 20 h (m° Fives).

Communiqué CNT-PTT Lille

EN liaison avec la Fédération nationale des syndicats CNT-PTT, l'Union locale CNT de Lille tient à souligner sa solidarité avec les sept postiers de Lézennes et constate que les illusions entretenues par le statut de fonctionnaire ne font pas écran à la répression antisyndicale.

L'Union locale CNT de Lille rappelle d'autre part que l'Etat-patron n'est pas le seul aujourd'hui à réprimer ; dans le secteur privé, le patronat s'attaque aux travailleurs combatifs : licenciements dans le secteur du bâtiment à Charleville-Mézières (pour distribution de tracts sur un chantier), de trois militants de la CNT à la Comatec (société de nettoyage des métros parisiens et lyonnais) et d'une militante de Perpignan emloyée à « Cuisine spaciale » ; sans oublier les licenciements dans le public des dix de Renault. Ajoutons à cela l'inculpation à Caen de travailleurs ayant soutenu activement la grève des immigrés chez Rufa, etc.

Face à cette répression, l'Union locale CNT de Lille réaffirme la nécessité d'agir et de renforcer la solidarité entre travailleurs du secteur public et du secteur privé.

Union locale CNT-PTT de Lille

SUD-PTT
Les 7 en sursis

LE feuilleton continue. Après avoir menacé de révocation sept agents PTT, adhérents et militants au syndicat SUD (les moutons noirs de la CFDT) pour cause de séquestration du directeur départemental des postes, l'administration revient aujourd'hui sur sa décision (1). Le conseil de discipline qui s'est réuni les 6, 7 et 8 février à Paris a décidé de s'en remettre au ministre. C'est maintenant de suspensions pendant quelques mois et de mutations d'office dont il est question. Mais comme les syndicats ont refusé toute sanction, la décision est donc renvoyée à M. Quilès. Pour en arriver là, il aura fallu toute la mobilisation de la Fédération SUD, le soutien de nombreuses personnalités et organisations syndicales. Les dernières manifestations ne sont pas sans conséquence sur ce premier recul de l'administration. Lundi 5 février, plus de cinq cents personnes se rassemblaient à Lille. A Paris, le lendemain, à l'ouverture de la commission disciplinaire, c'est près d'un millier de manifestants qui restèrent présents tout l'après-midi devant le ministère, avenue de Ségur, à l'appel du SUD, de la CGT, de la CFDT-PTT Rouen, du CRC Santé, de la CNT, et de représentants de l'UNEF-ID, de la Région parisienne CFDT Finances...

De leur côté, les sept militants qui avaient entamé une grève de la faim le 31 janvier l'ont interrompue samedi 9 février, visiblement éprouvés, physiquement et nerveusement. Ils ont décidé de *« ne pas donner l'impression de faire pression sur Paul Quilès »*, ont-ils précisé.

Le ministère prendra-t-il le risque d'un conflit social prolongé aux PTT en confirmant les sanctions, quelles qu'elles soient, ou négociera-t-il avec la Fédération SUD pour en finir avec cette affaire ? Nous le saurons très prochainement.

Eric DUSSART, Alain DERVIN

(1) Se reporter au Monde libertaire *n° 770, 772, 773.*

CGT
Quelle indépendance ?...

L'EXISTENCE au sein de la Confédération générale du travail d'un courant contestataire étonne l'homme de la rue tant est grande, dans les médias, l'image d'une organisation syndicale à la remorque idéologique du Parti communiste français. Pourtant il y a d'autres voix qui s'élèvent, mais pour la presse, il n'y aurait que le PS et vu sous l'angle de la hiérarchie ils doivent avoir raison, car dans les organes de direction de la CGT des sièges sont réservés aux socialistes (1).

A l'occasion (présidentielles, événements de Pologne...), le rassemblement un peu hétéroclite des non-alignés de la CGT tenait en une réponse syndicaliste de contre-balancer l'hégémonie communiste. Mais la direction de la CGT a souvent réduit ce réflexe syndicaliste à un porte-voix socialiste, le PS était à ses yeux en 81 derrière chaque comité pour Solidarnösc.

Avec l'avènement à l'Elysée de Mitterrand, la position des militants socialistes de la CGT a souvent voulu objectivement servir la cause présidentielle. De « socialistes de service » à laudateurs de Tonton, n'y avait-il pas de place pour une démarche syndicaliste ?

L'initiative du secrétaire de la FEN, Yannick Simbron, début janvier *« pour une grande confédération syndicale »* n'a pas été saluée jusqu'ici par un enthousiasme débordant. Les arrière-pensées foisonnent çà et là et chaque microcosme l'assaisonne à sa façon. Le projet sans cesse renouvelé d'une grande centrale syndicale de caractère social-démocrate aux liens étroits avec un parti dominant aujourd'hui, électoralement au moins, la gauche est au centre du débat.

Parallèlement à ça, c'est le moment que choisissent les militants PS de la CGT pour lancer une lettre mensuelle (*« SYN »*)qui se propose d'apporter une contribution *« au renouveau de la CGT et du syndicalisme français »*. Vaste programme !

Les adhérents de l'APSA (Association pour un syndicalisme d'avenir) déclarent œuvrer pour une *« ligne syndicale CGT unitaire, indépendante et démocratique »*. Qui sont-ils ? Selon un des initiateurs, *« des militants CGT socialistes, mais aussi des communistes reconstructeurs ou d'anciens militants communistes déçus par l'action politique et décidés à privilégier l'action syndicale »*. Diable ! L'évidence de *« le syndicalisme unit, la politique divise »* ferait-elle de nouveaux adeptes ?

Les dernières déclarations du bureau confédéral sur la campagne anticommuniste auront ravivé les différends PC/PS, mais le choix syndical proposé ne serait-il qu'entre un syndicalisme minoritaire de dénonciation et d'opposition et un syndicalisme majoritaire de consensus et de participation ?

A la veille du congrès du PS, la démarche de *« SYN »* ne convainc pas vraiment les autres « non-alignés » de la CGT. Si le choix est entre la « langue de bois » et la « langue de caoutchouc », la tentation reste d'aller voir ailleurs ce qui s'y passe ou de rester chez soi...

Pourtant la CGT fut un formidable creuset d'auto-organisation, d'imagination sociale, de confrontation d'idées, de solidarité militante, de combativité. Rien à voir avec le brouet qu'on nous propose ici et là. Un syndicalisme de classe et conquérant reste à l'ordre du jour en cette fin du XX^e^ siècle !

Thierry
(groupe Pierre-Besnard)

(1) On oublie toujours les chrétiens et leurs représentants en la personne du père Lacombe, why oh why ?

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

Casabonne blues

PLUIE, vent et oubli. Cela pourrait être le titre d'une chanson. C'était malheureusement la réalité de la manifestation pour Jean-Philippe Casabonne. Où sont passés les camarades des manifs pour Malik ? Où sont passés les camarades des manifs pour Albertini ? Trois cents personnes à tout casser (cela faisant quand même plaisir !). Slogans divers, atmosphère d'hiver.

La Ligue communiste révolutionnaire en queue, les anars au milieu, le SCALP, Euskadi idépendante et le Comité de soutien et les amis devant, ainsi que le SNES flanqué de la FEN, de l'UNEF-ID et de l'UNIES-CGT. L'abandon de l'internationalisme fait mal au mouvement. Il fallait entendre ce que nous décrivait le frère de Casabonne de la vie de celui-ci dans la prison, de ses brimades ; il fallait l'entendre et gueuler encore plus fort maintenant que le socialisme à l'espagnole ou à la française, ce n'est même plus une auberge, c'est un hôtel de passe tarifé au plus haut prix. Franco doit bien rigoler dans sa tombe.

L'effort reste à faire de notre part pour libérer Casabonne et, par là même, essayer de sauvegarder nos libertés, ou ce qu'il en reste ! Pourquoi le slogan « Rendez-nous Casabonne, on vous refile Mitterrand » n'a-t-il pas marché ? Y avait-il des socialistes honteux ou ne bougeons-nous que par tradition et sans offenser le pouvoir ? Nous devons être plus fermes.

François GUILLON

(Manifestation du 3 février à Paris)

Schenkel, le réfractaire

JAMES Schenkel ne désarme toujours pas ! Soucieux de voir triompher son combat contre le clan Peugeot qui, en 1979, l'a licencié à partir d'une rumeur non fondée de menaces de mort vis-à-vis d'un agent de maîtrise, ce travailleur floué mène avec ardeur une politique de harcèlement de l'appareil juridique. Il s'agit pour lui, désormais, d'obtenir communication de trois procès-verbaux établis au cours de l'année 1989 par les commissaires Brousta et Robert et par l'inspecteur divisionnaire Bervoet. Procès-verbaux qui, si l'on en croit James Schenkel, permettent de prouver légalement que madame le procureur du tribunal de Belfort, Maud Vignau, a produit des faux, a commis des détournements juridiques, a fait obstruction à la justice en vue d'être agréable au sénateur-maire RPR de Montbéliard, M. Louis Souvet, qui, à l'époque du licenciement de James Schenkel, était le directeur du personnel des établissements Peugeot à Sochaux, et contre lequel bataille notre compagnon lésé. Agréable encore, madame Maud Vigneau, aux avocats, Guy Jean et Emile Gehant qui, après s'être intéressés au cas Schenkel, ont laissé tomber l'affaire en route.

Sûr de son bon droit, et cela malgré les mises en garde du procureur général Marc Dreyfus, faites sur un ton bonhomme, comme à un ami, James Schenkel poursuit son action en vue d'obtenir une mise en évidence au travers de médias locaux, de la condamnation de Louis Souvet pour licenciement abusif et bien sûr en vue d'obtenir une réparation aussi bien morale que financière. Inlassablement James Schenkel et son comité de soutien, constitué par des amis et par les membres des groupes de salariés pour une économie distributive (GSED), écrivent lettres sur lettres. Les directeurs successifs de la Direction des affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice : MM. Tisseyre et Raybaud, ont été informés de l'affaire, la présidence de la République par la même occasion.

Aujourd'hui maître Collard, qui a pris l'affaire en main, est sollicité pour que soit enfin livré le contenu des procès-verbaux, cités plus avant, à la connaissance de James Schenkel.

Dix années de foire d'empoigne ne s'achevant pas, à l'annonce de la mutation de madame Maud Vignau en direction d'Evreux et de son remplacement par mademoiselle Christiane Corey, peut-être allons-nous assister à un prolongement des embrouilles dont fait les frais un individu qui n'a eu que le « tort », durant de longues années de labeur chez Peugeot, de mener une action politique et syndicale sans concession ? (1)

Plus que jamais James Schenkel mérite notre soutien. Les lettres déjà envoyées par les lecteurs constituent une part de cette solidarité ouvrière appelée de nos vœux. Continuez à écrire aux adresses suivantes : Comité de soutien à James Schenkel, 42 bis, rue Voltaire, 90000 Belfort et à madame le procureur de la République, tribunal de Grande Instance, 90000 Belfort, ceci en vue d'obtenir le retrait de la plainte en diffamation lancée à l'encontre de notre ami.

Claude NEPPER

(1) James Schenkel est l'auteur de l'ouvrage : Bureaucrates et exploiteurs..., du balai, *que l'on peut acheter pour 70 F à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

PROCES

La seconde mort de Malik Oussékine

MALIK Oussékine est mort deux fois. La première, le 5 décembre 1986, assassiné rue Monsieur-le-Prince par deux voltigeurs, lors des grandes manifestations qui jetèrent un million d'étudiants et de lycéens dans la rue, pour protester contre le projet de loi Devaquet. La seconde au soir du samedi 27 janvier à l'annonce du verdict visant les CRS Schmitt et Garcia : cinq ans et deux ans avec sursis. Autant dire, après trois ans de procédure, à des peines symboliques qui soulignent le caractère impunissable de l'institution policière.

Certes, il y a eu condamnation, alors que l'on aurait pu craindre l'acquittement ; chose fréquente lorsqu'il s'agit d'un crime commis par les forces de l'ordre. Mais en vérité, seuls deux lampistes ont trinqué. Car au-delà des individus Schmitt et Garcia à qui l'on donne des matraques pour qu'ils s'en servent, à aucun moment il n'a été question de condamner l'Etat policier.

Pasqua, ministre de l'Intérieur, Pandraud, ministre de la Sécurité publique et le préfet de police, ces gens en place en 1986, ont échappé à tout jugement. Y ont échappé aussi ceux qui, il y a vingt ans, sous le ministère Marcellin, créèrent le corps des voltigeurs. Et Chirac et Mitterrand, serait-on tenté de dire ? A aucun moment n'a été mis en lumière leur degré de responsabilité dans la politique mise en place par leurs ministres. Pourtant, lorsqu'un million d'étudiants défilent, on les suppose informés.

Certes, la justice, dont l'indépendance est une utopie, n'allait pas accomplir un tel crime de lèse-majesté. Mais au moins le public aurait-il pu penser que ceux qui aujourd'hui disent honorer la mémoire de Malik s'en seraient chargés ? Hélas ! mille fois hélas ! là encore plane un silence complice.

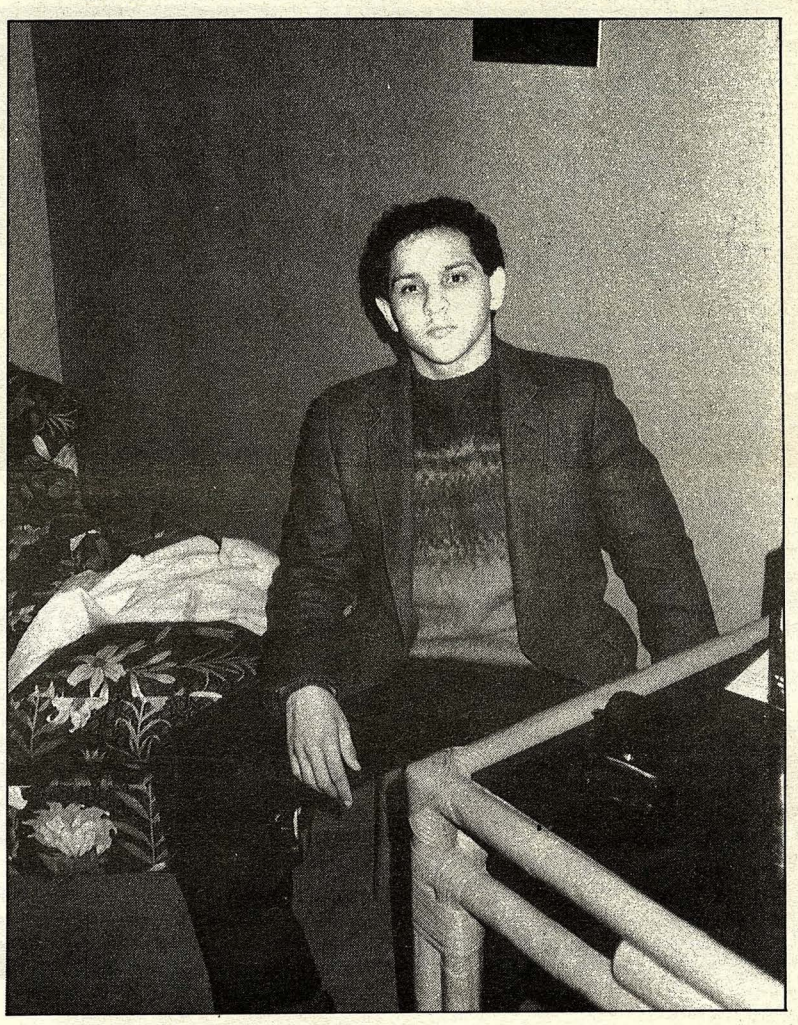
Lundi 29 janvier, en réaction au verdict, un rassemblement convoqué par la Ligue des droits de l'homme, l'UNEF-ID et SOS-Racisme s'est tenu au 20, rue Monsieur-le-Prince. Ce fut l'occasion à tout ce que la gauche et l'extrême gauche comptent de « bonnes consciences » d'exprimer leur désarroi. Ce fut aussi, malheureusement, l'occasion d'une belle opération publicitaire pour des gens plus soucieux de se faire valoir que d'honorer la mémoire du défunt. En effet, ce fut un bien triste spectacle que l'agitation des ténors : Assouline (LCR), Gremetz (PCF), Harlem Désir (SOS-Racisme), Jacquemin (MPPT), Jouffa (Ligue des droits de l'homme), etc. Ténors aux propos par trop souvent creux, se limitant à la dénonciation du verdict et à quelques piques en direction de Charles Pasqua. Des propos souvent couverts par l'une ou l'autre des organisations rivales. Aussi a-t-on pu mesurer, encore une fois, le manque de tolérance des Jeunesses communistes jouant les censeurs en couvrant avec délectation de leurs cris les propos des sieurs Assouline, Harlem Désir et Jacquemin.

Ce charivari n'aurait guère fait de mal s'il n'y avait eu au milieu la famille Oussékine laissée pour compte.

A la suite du rassemblement, au grand dam d'un Harlem Désir qui prônait la dissolution, un cortège de trois mille personnes s'est ébranlé en direction du palais de justice aux cris de « Voltigeurs dissolution - Pasqua-Joxe complices ». Il était temps pour les ténors de se retirer. Arrivée au palais, la foule envahit les marches. Grisée par son audace, encouragée par l'absence d'uniformes, et malgré certaines défections, il se trouva encore un certain nombre de personnes pour se diriger place Vendôme où quelques bris de vitres et l'attaque d'une porte au « bélier » du ministère de la Justice marquèrent la fin du cortège, ce qui, dans la presse, a eu le don d'occulter les propos entendus rue Monsieur-le-Prince. Goûtant aux délices du spectaculaire, de façon très inégale et très discutable, la presse a cru bon insister sur l'occupation des marches du palais, les prétendus heurts de fin de manif et les foulards (du SCALP), voire pour *le Monde* sur la Fédération anarchiste et sa fantômatique banderole. Fantômatique car malgré la présence de certains de ses membres et sympathisants, notre organisation n'avait pas cru bon mêler son label à ceux des « marchands de soupe ».

Décidément, Malik, en ce lundi soir, faisait bien figure de grand absent. Il est de ces morts encombrants au point de les fouler au pied.

Claude NEPPER



Rififi au squatt Mélingue

LA musique battait son plein dans le squatt de la rue Mélingue, le samedi 27 janvier au soir, dans le 19e arrondissement. L'aération de la salle était savamment entretenue par des ouvertures de portes, lorsque les groupes ne jouaient pas, afin de respecter les voisins et ne pas se taper les bourres pour tapages nocturnes.

Minuit et une pleine lune, la victoire d'un jugement légalisant une fois de plus les exactions policières ; des conditions plus que particulières. Un J7 et une R18 de nos chers condés s'engouffrent dans la rue Mélingue.

Les deux véhicules stoppent devant le squatt. Sans chercher à comprendre, tout le monde rentre dans les locaux : v'là les keufs ! les flics suivent et embarquent un gonze, comme ça..., une canette vole, puis deux, puis... un flic blessé et les renforts qui arrivent, une voiture, deux voitures, puis... le quartier est bouclé, les canettes volent, la lacrymo fuse, les cris aussi.

Le faible « service d'ordre » du lieu (les gens du squatt) a été vite débordé par quelques « ados », gavés de télé, qui se sont tout naturellement mis à jouer aux flics et aux Indiens. Et puis, n'est-on pas dans un squatt, dans l'illégalité ??? Alors flippons, résistons à l'agresseur et soyons hors-la-loi !! Et puis, lorsque ça sent le roussi, taillons-nous deux par deux dans le flux de la foule qui évacue les lieux.

Deux squatters sont inculpés pour coups et blessures à agents. Ils passeront devant un tribunal correctionnel pour flagrants délits pendant que les assassins de Malik, eux, sont entrés et ressortis libres du tribunal.

Patrick

REPRESSION

Opération anti-immigrés à Bordeaux

LE 23 janvier, à Bordeaux, s'est déroulée une vaste opération anti-immigrés. Sous prétexte de chasse à la drogue, avec appel de la presse au balcon, et utilisant les possibilités de la procédure anti-drogue, la police a procédé à une véritable rafle dans les communautés turque et kurde de la ville.

Investigations et saccages des bars, passages à tabac, en particulier celui d'un monsieur âgé parce qu'il ne comprenait pas le français, injures et menaces : ce sont quatre-vingt personnes qui furent ensuite conduites au commissariat... et relâchées dans la soirée faute de preuves. Aucune drogue n'a été trouvée et la totalité des personnes arrêtées étaient en possession de leurs papiers. D'autres descentes ont été effectuées le lendemain à des domiciles privés. Là encore détournement de la procédure anti-drogue, ce qui a permis arrestations, perquisitions et fichages (photos, empreintes).

En conséquence, un premier rassemblement de protestation s'est tenu, suivi d'une manifestation qui s'est déroulée le 1er février 1990, pour protester contre le détournement de procédure et les méthodes employées d'une part, et d'autre part contre ce que l'on peut interpréter comme une volonté de criminaliser les communautés turque et kurde. C'est d'ailleurs l'un des thèmes des campagnes de Le Pen : faire passer dans les esprits qu'immigré égale drogue, délinquance et insécurité.

Afin de mieux comprendre cette opération de police, il faut savoir que les personnes visées sont politisées et voulaient créer une association (kurdo-turque), qu'elles ont participé l'an dernier à la manifestation du 1er-Mai (participation rappelée sur FR3 par un policier interviewé... Pourquoi ?) et que dernièrement elles ont aussi manifesté avec l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI) pour l'égalité des droits.

Le soutien s'organise, mais l'on sait combien sont faciles les pressions sur celles et ceux qui possèdent des titres de séjour valables pour trois mois. Il est en effet très simple de les transformer en clandestins pour ensuite les expulser.

Les Turcs et les Kurdes de Bordeaux sont déterminés à ne pas se laisser faire. La Fédération anarchiste participe activement à leur soutien.

Patrick AGUIAR
(gr. Emma-Goldman)

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

GRECE

Les mille et une recettes d'une Macédoine politique

CE n'est pas l'actualité politique qui peut démentir ce titre quelque peu provocateur. Et le passé de la Grèce, tout aussi mouvementé, ne saurait le contredire.

Flash-back

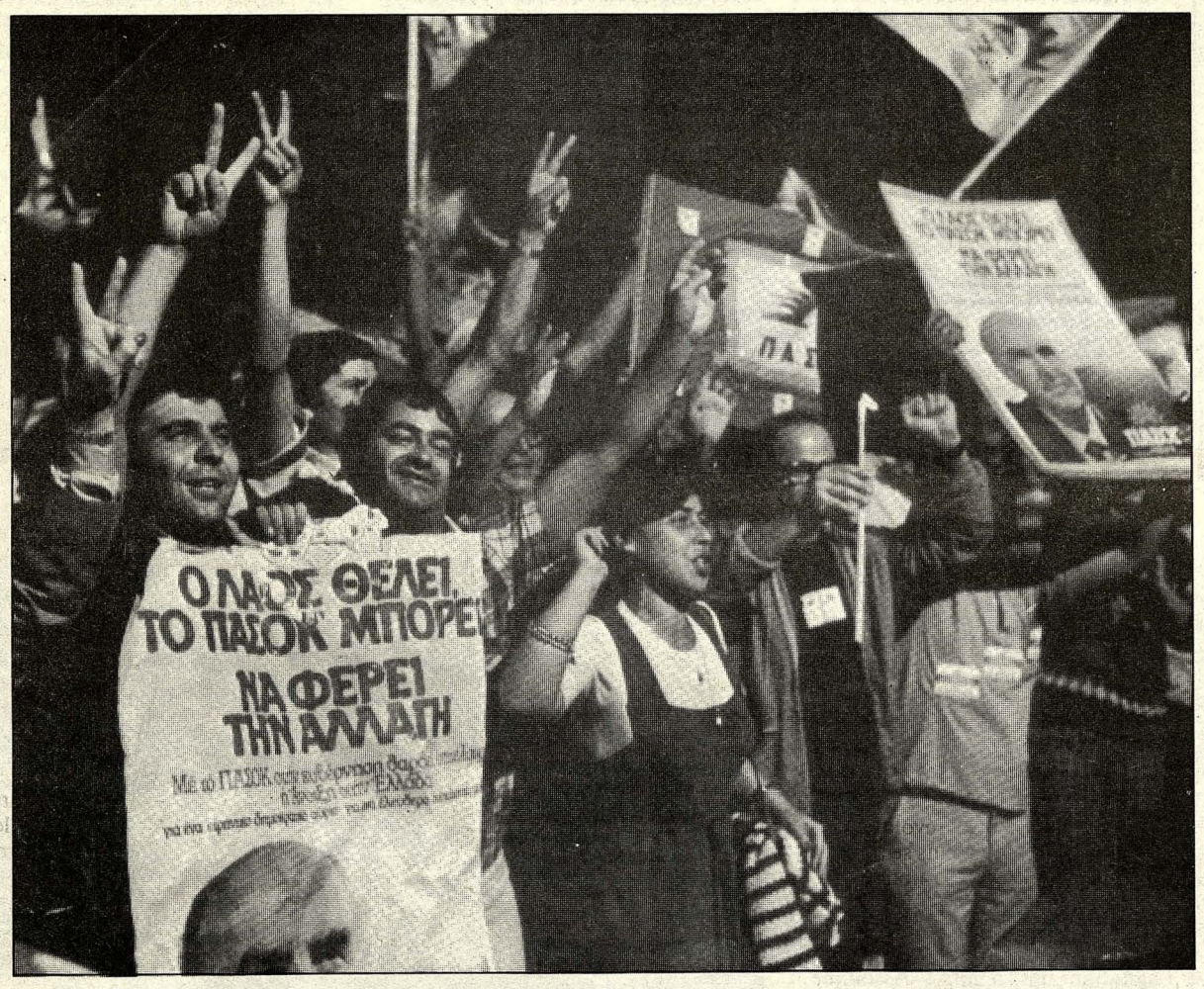
On peut difficilement parler de la Grèce d'aujourd'hui sans faire référence à un moment ou à un autre à son histoire contemporaine. C'est un pays très ancien dont tout le monde a dans la tête des images plus ou moins claires : Périclès, l'Acropole, Platon... Mais, d'un autre côté, son existence comme Etat moderne ne remonte qu'à 1821. A cette date éclate la révolution nationale qui écarte définitivement la suprématie turque. Dès lors, l'escale entre l'Occident et l'Orient va concentrer les convoitises des puissances européennes, puis des Etats-Unis qui, tour à tour, manipuleront à leur gré et à leur profit le destin du pays. Ainsi la Grèce, dont « l'indépendance » est effective en 1830 et mise sous la protection des trois puissances du moment : la Russie, l'Angleterre et la France ; un monarque bavarois y prend le pouvoir. Jusqu'en 1935, date à laquelle le général Métaxas instaure une dictature, la Grèce se débat entre la guerre, les monarques et les coups d'Etat militaires. Puis l'Europe sombre dans la guerre. La résistance face à l'invasion des fascistes italiens plie en 1941, et dès lors le pays est occupé par les puissances de l'Axe : Italie, Allemagne et Bulgarie. Le retour du roi, en 1946, entraîne de sévères épurations à l'encontre des communistes. La guerre civile qui oppose l'armée de libération populaire communiste aux royalistes et aux nationalistes se prolonge jusqu'en 1949. Ces derniers, soutenus par les Anglais et les Américains, sont victorieux. Depuis ce « succès », les Américains n'ont pas quitté la Grèce... Ils y sont toujours présents par de nombreuses bases de l'OTAN qui focalisent l'opposition des anarchistes. Après la guerre, le parti communiste est interdit. A droite et au centre, de nouvelles formations apparaissent, toutes pro-américaines.

En 1967, le régime des Colonels s'installe sous la protection des Etats-Unis, entraînant avec lui son cortège de tortures, déportations et procès politiques expéditifs. Tout parti politique est alors interdit.

La mobilisation de novembre 1973

Les grèves étudiantes et l'occupation de l'Ecole polytechnique d'Atènes en novembre 1973 portent un coup définitif à la dictature. Cette année-là, en effet, le gouvernement organise des élections étudiantes d'où les listes d'opposition sont exclues..., c'est plus sûr ! En signe de protestation, les étudiants décident d'occuper leurs locaux ; ils sont trois mille à quatre mille le premier jour, dix mille à vingt mille le second, et le troisième jour cinq mille. Mais dans la nuit du 18 novembre, les miliaires « interviennent » : ils enfoncent les grilles de l'Ecole avec des chars..., les cocktails molotov des étudiants ont de la peine à rivaliser. La police attend les manifestants à l'extérieur et plusieurs dizaines d'entre eux sont tirés comme des lapins. Au matin, Athènes en état de siège est le théâtre de deux mille arrestations. Depuis, l'occupation de l'Ecole polytechnique est fêtée chaque année et souvent de mois de novembre s'honore d'une actualité sociale fournie.

A la suite de ces événements, C. Caramanlis, l'ex-leader de la droite réfugié à Paris, revient au pays en 1974 et forme un gouvernement. L'homme est accueilli presque unanimement comme le sauveur et le restaurateur de la démocratie. Le calme qui règne alors tranche avec l'agitation de l'automne passé. Vingt personnes, reconnues coupables du coup d'Etat de 1967, sont emprisonnées pour haute trahison ou torture. Mais tous les autres, responsables sous la dictature, commissaires de police ou officiers de l'armée, restent en place et ne sont pas inquiétés. D'autres se mettront au vert pour quelque temps avant de réapparaître au sein de la Nouvelle Démocratie, parti conservateur fondé par Caramanlis à cette époque. Pour la première fois depuis 1936j le PC grec répparaît légalement ; le PASOK (mouvement socialiste pan-hellénique) est créé alors par A. Papandreou.



Ce phénomène est résumé par certains compagnons sous cette formule : « *avant il y avait une dictature militaire, maintenant il y a une démocratie policière* ».

Ces années voient la Grèce s'intégrer de plus en plus à la CEE. Le PASOK, traditionnellement opposé à lentrée du pays dans la Communauté (attitude adoptée avant les élections, en fait), a pourtant grandement contribué à son incorporation. Le gouvernement d'alors entretient des liens très étroits avec le groupe de Trévi et les rencontres entre les ministres de l'Intérieur européens et le ministre de l'Ordre public grec se multiplient. A cause de la CEE, une grande partie de la population craint que la Grèce ne devienne une colonie des pays européens plus développés. La base communiste, de même que les anarchistes, redoutent une colonisation économique. L'attitude du PASOK à ce sujet peut être résumée par une « petite phrase » ; il y a quelques mois, un journaliste demandait à un ministre du PASOK ce qu'il pensait d'une Grèce où tous les hommes seraient garçons de café ou employés d'hôtel. Ce dernier a répondu : « *Eh bien, ce sont des métiers comme les autres !* »

Les années PASOK

En 1981, le PASOK gagne les élections. De 81 à 89, le tout-puissant Papandréou accumule les scandales financiers et se remplit les poches. Se prenant pour Big Brother, il n'a pas hésité à mettre sur écoute téléphonique ses adversaires politiques, bon nombre de journalistes et les membres de son propre gouvernement. Ce n'est pas le seul penchant fascisant de Papandréou qui tel un Ceaucescu de l'Ouest, a placé sa famille aux commandes de l'Etat. On ne compte plus les bavures de la police survenues de 1981 à 89 ; police dont les unités de combat (l'équivalent de nos CRS nationaux) sont alors multipliées par trois.

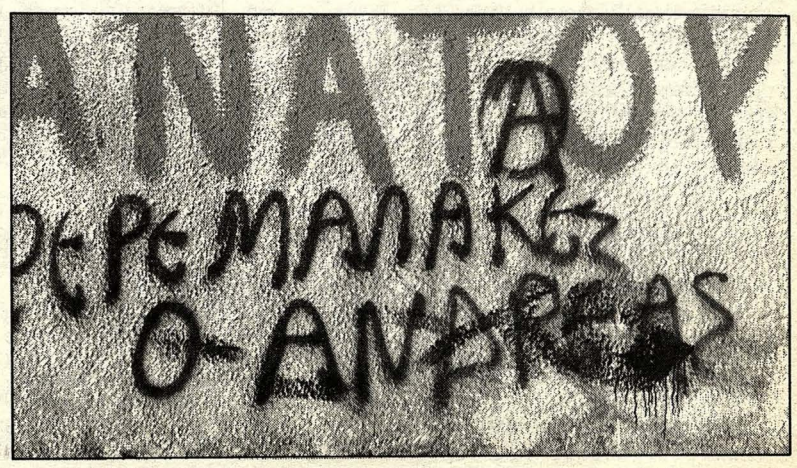
La valse des élections

En 1989, pas moins de trois gouvernements différents se sont succédé à l'assemblée nationale grecque.

Juin 89 : En juin 89, l'empire PASOK s'écroule. Le parti de Papandréou ne recueille que 39% des suffrages. On s'y attendait un peu... Ce qui surprend c'est le fort pourcentage d'abstentions : 20 à 22%, alors que le vote est obligatoire (l'abstention est punie d'une amende d'environ 400 F, une forte somme en Grèce). Cette proportion enregistrée en juin est également élevée par rapport aux consultations antérieures. Il est clair que bon nombre d'électeurs ont refusé de soutenir le PASOK, mais en même temps n'ont pas voulu voter pour la droite. A la suite de ces élections, la coalition de « Gauche et de Progrès » (à majorité communiste) et la « Nouvelle Démocratie » s'allient pour composer le gouvernement de la « catharsis » (traduire par « moralisation »... Tout un programme ! Ce gouvernement provisoire se fixe comme tâche le jugement du PASOK et de son leader pour divers détournements financiers (notamment celui mettant en cause le banquier véreux G. Koskotas et les pots-de-vins liés à l'achat de mirages français) et les écoutes téléphoniques illégales. Mais l'action la plus efficace et la plus rapide de leur part fut la destruction des archives de la période dictatoriale. Les vétérans du régime des Colonels en poste dans l'armée, la police ou la très respectable « Nouvelle Démocratie » ont dû respirer !

Novembre 89 : un nouveau gouvernement est sorti des urnes. Tout aussi provisoire que l'autre, il se dissolvera de lui-même en avril 90, date des prochaines élections législatives (qui feront suite à celles d'un président de la République, prévues pour la fin du mois de mars). Cette dernière consultation de 1989, selon le système de la proportionnelle tempérée, n'a toujours pas dégagé de majorité. Les deux principaux partis ont augmenté leurs scores : la « Nouvelle Démocratie » recueille 46% des suffrages et le PASOK, malgré les scandales étalés au grand jour, 40,6%. Le PC, à la suite de sa collaboration contre nature avec les conservateurs, est en crise. Une bonne partie des jeunesses communistes a d'ailleurs quitté le parti. Après de nombreuses entrevues et des pourparlers laborieux, un gouvernement d'union a été formé. Ainsi, les conservateurs et les communistes, au départ réticents à collaborer avec leurs adversaires du PASOK, ont finalement accepté de composer un gouvernement d'unité nationale. Cette tactique, on ne peut plus politicienne, n'a pas séduit tout le monde ; et si chacun de leur côté les militants socialistes et conservateurs s'interrogent, huit membres du comité central du PC ont démissionné en signe de protestation.

Les nouvelles recrues de l'assemblée ont daigné se pencher sur les gros problèmes économiques de la Grèce actuelle. Il est temps... Le pouvoir d'achat des Grecs n'en finit pas de chuter, alors que l'inflation atteint 15%. Les seules propositions du gouvernement, pour « améliorer » la situation consiste en une augmentation des tarifs publics et à la hausse des impôts de 5%. Plus précisément, l'Etat envisage des hausses de l'ordre de 20% des tarifs de l'électricité, de l'eau, du téléphone, des transports urbains et aériens des postes et des carburants... Quand on sait que le salaire moyen en Grèce est très bas et que le nombre des chômeurs n'en finit pas de grossir, on réalise les conséquences désastreuses de ce genre de politique. D'ailleurs la population a, à plusieurs reprises, protesté contre ce programme par des manifestations et des mouvements de grève.



La valse des élections n'est pas achevée. Les scrutins du printemps prochain nous réservent encore de « bons moments ». Quoi qu'il en soit, l'étiquette importe peu, et la démocratie parlementaire, en Grèce comme ailleurs, montre son vrai visage : celui de la corruption, celui de politiciens avides de pouvoir et d'argent et sur lesquels le peuple ne peut prétendre à un contrôle.

Thérèse
(groupe « Humeurs Noires » de Lille)

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

URSS

Renaissance de l'ABC

L'ANARCHIST Black Cross, un réseau international de défense pour les prisonniers anarchistes, est, après un vide de 70 ans, retournée à ses origines. L'Anarchist Black Cross de Londres a reçu une lettre indiquant que se préparait la constitution d'une section en URSS. Signalons par ailleurs une création identique en Pologne.

L'ABC fut créée en Russie tsariste pour assister et soutenir les révolutionnaires anti-étatiques. Durant la révolution d'Octobre des millions de révolutionnaires furent emprisonnés et exécutés lors de la terreur bolchévique. L'ABC fut interdite, la plupart de ses membres emprisonnés et toutes les possibilités de soutien anéanties. Certains camarades purent fuir en Allemagne, en Italie et en Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, ils créèrent une section de l'ABC, et après la mort prématurée du militant Alexandre Berkman, une fondation à son nom fut adjointe à la première réalisation.

De son côté, l'Association internationale des travailleurs, dont le siège était à l'époque à Berlin, créa la Fondation de soutien aux anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés ou exilés en Russie. Ces fondations ont aidé non seulement les opposants en Union soviétique, mais plus tard ceux emprisonnés en Espagne, Italie et Allemagne.

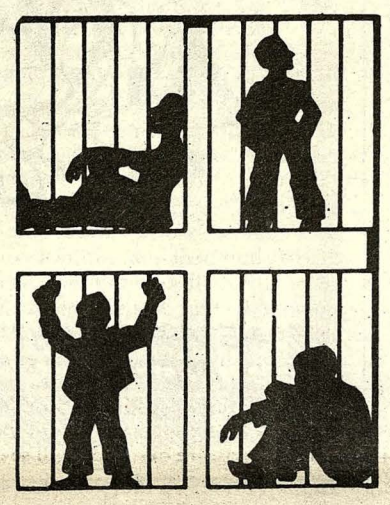
Saluons cette réémergence à l'Est, en espérant que chaque pays d'Europe centrale soit doté de sa propre section.

(Extrait du mensuel britannique « Black Flag », septembre 89).

USA

Solidarité avec John Perotti

NOUS publions dans nos colonnes une lettre de John Perotti, militant anarchiste emprisonné aux Etats-Unis, initialement publiée dans le périodique anarchiste belge « Nabate ».



« Mon nom est John Perotti. Je suis un syndicaliste combatif, en prison, avec les Industrial Workers of the World (IWW) (syndicat anarcho-syndicaliste aux USA), ainsi qu'un juriste carcéral ici à la Maison d'Arrêt du Sud Ohio, à Lucasville - USA.

Je plaide personnellement en procès contre à peu près 25 administrateurs pénitentiaires au nom de mes camarades prisonniers, et 15 poursuites dont je suis le plaignant. En une quinzaine d'occasions, j'ai été battu par des gardes. J'ai été aspergé d'eau sous pression, j'ai reçu des grenades lacrymogènes ou autres dans ma cellule, j'ai été sujet à des humiliantes fouilles corporelles agrémentées de remarques obscènes de la part des gardes, tout mon courrier censuré, et ma famille harcelée, tout cela à cause de mon activisme en prison. Malgré cela, je continue à lutter. Nous (les IWW) sommes à présent en train d'organiser les prisonniers, et avons rempli une demande aux autorités publiques, en vue d'accorder aux prisonniers le statut d'employés de l'Etat, (étant employés bien malgré eux par l'administration pénitentiaire - NDR) *dans le but d'obtenir des conditions de travail plus sûres, un salaire minimum et le droit de tenir des négociations collectives. »*

Dans sa lutte pour syndiquer l'industrie carcérale multimillionnaire d'Ohio, où *ces travailleurs détenus sont payés 10 cents l'heure et nourris tels des cochons*, John Perotti a été aussi battu par des gardes se servant de leurs bottes et de leurs matraques, alors qu'il avait les mains liées, dans une chaise roulante. Plus tard, conduit à l'hôpital au 42e jour de sa grève de la faim, pieds et poings liés, toujours en chaise roulante, John fut gravement battu une fois de plus par les gardes armés de matraques, puis traîné par les menottes dans une cage de rétention de 1,80 m sur 1 m dans laquelle il fut grièvement frappé au visage, à la tête et aux côtes avant d'être aspergé du contenu d'un extincteur chimique. Par la suite extrait de sa cage John fut frappé au visage à l'aide d'une paire de menottes. L'entaille dut être refermée de six points de suture. Ce traitement est causé par sa lutte pour la reconnaissance de droits pour les détenus et ses tentatives visant à la syndicalisation de ceux-ci. La prison a été reconnue par les IWW comme étant une branche des travailleurs du service public, chose que n'admettent pas les autorités de l'Ohio. L'Etat est du reste l'un de ceux aux USA où les conflits sociaux sont des plus violents.

John a été gardé, la plupart de ces cinq dernières années, dans un quartier de haute sécurité dit *J1 Supermax Block*. Habillé d'un seul jogging blanc il est systématiquement fouillé à chaque fois qu'il y sort ou y rentre. A chaque occasion ses mains sont entravées. Il n'a droit, par semaine, qu'à deux fois une heure de promenade, ainsi qu'à une douche.

John a récemment perdu un procès portant sur un manque de soins médicaux dans sa prison, et a été condamné à payer les frais, ce que ni lui ni les IWW ne peuvent faire. En l'absence de tout paiement, tous les autres cas judiciaires en instance contre les autorités pénitentiaires seront rejetés.

Il conclut ainsi : *« Merci pour le temps que vous m'avez consacré. Il y a une lutte qui se passe dans ce pays, à l'intérieur et à l'extérieur des prisons. J'espère que vous pourrez vous joindre à nous pour briser les murs de manière que nous puissions un jour nous tenir par la main tous ensemble dans un monde libéré de la brutalité, de l'exploitation, du racisme et du sexisme.*

Bien à vous, dans la solidarité et l'unité. »

General Defence Comittee, local 3 (John Perotti, section delegate), Southern Ohio Correctional Facility, P.O.Box 45699, Lucasvile, Ohio, USA.

PORTUGAL

Manif anti-skins réprimée

Nous publions ci-dessous un article paru dans *Contre vents et marées*, « journal d'humeur anarchiste », édité en région Rhône-Alpes.

Les faits

Depuis déjà neuf mois, certains groupes de jeunes nationalistes et racistes (skins et autres) attaquent violemment des personnes isolées et sans défense, pour le seul fait que ces personnes sont différentes ; par exemple parce qu'elles sont noires ou homosexuelles. De cette action terroriste qui vise surtout les travailleurs d'origine africaine, il a déjà résulté trois morts : un jeune noir, un jeune allemand et un et un militant trotskyste.

Au-delà du fait de ces groupes de jeunes crétins se déclarent ennemis du régime démocratique et défenseurs d'un soi-disant « pouvoir blanc », leurs pratiques et leurs liens avec des organes de l'Etat dit de droit, plus particulièrement avec des milieux militaires et des structures policières, ne laissent rien présager de bon. En effet certains groupes de skins sont composés d'élèves de l'Académie militaire et ont pour chefs des éléments des forces spéciales de l'armée et de la Marine. Il est intéressant de signaler qu'un des avocats des skins (qui attaquèrent le siège du PSR - Parti socialiste révolutionnaire) est un individu qui a déjà exercé des fonctions au sein de la police judiciaire.

Réagir

En réponse à ces diverses actions terroristes et racistes, téléguidées par des éléments de l'appareil militaire et policier de l'Etat démocratique, le Collectif anarchiste du Centre de culture libertaire organisa le 5 décembre 89 une manifestation contre ces diverses actions. Environ trois cents personnes étaient présentes (pour la plupart des jeunes des deux sexes). Cette manifestation dura plusieurs heures, prenant une tournure nettement anti-étatiste, anticapitaliste et révolutionnaire. Parmi les manifestants se trouvaient beaucoup de jeunes noirs, et tous criaient : « A bas le fascisme ! », « A bas le racisme », « C'est le capitalisme qui crée le fascisme ! », « A bas l'Etat ! », etc.

Alors que la manifestation arrivait à sa fin, la police attaqua sans raison un groupe de vingt-cinq jeunes anarchistes, en blessant certains. Cette répression brutale et policière constitue un exemple de plus de la nature réelle des « libertés » cédées et réglementées par l'Etat dit de Droit.

Manuel (Lyon)

RECTIFICATIF
SOLIDARITÉ ROUMANIE

Dans le numéro 773 du *Monde libertaire*, daté du 1er février, ont été attribués à tort à Petrucciani et Basson et ont été présentés sous le vocable anonymes des dons versés par les sympathisants et groupes libertaires nommés ci-après : Emilia (Sollies-Pont) : 1 000 F — Jeff (Toulon) : 300 F — Claude NAPPI : 300 F — Groupe de Rennes : 700 F, Liaison de Nîmes : 625 F — Groupe d'Aubenas : 500 F — Groupe de Toulon : 300 F — Groupe de Saint-Etienne : 300 F.

Nous demandons aux donateurs et aux lecteurs de bien vouloir nous excuser.

AUSTRALIE

Anarcho-syndicalist Federation *(suite)*

LES compagnons de l'Anarcho-syndicalist Federation (Australie), affiliée à l'AIT, nous informent que depuis le 1er janvier 1990 les employés des tramways de Melbourne sont en grève. En effet, le gouvernement de l'Etat de Victoria leur a demandé de signer un contrat à propos d'une billeterie automatique, système qui conduit à supprimer de nombreux postes de travail sans compensation.

En riposte, les traminots décidèrent de faire circuler les tramways gratuitement. Réponse du gouvernement : coupure du courant. Depuis, chacun campe sur ses positions : les traminots occupent les dépôts et organisent la solidarité (nourriture, argent, sécurité, etc.). Des groupes d'usagers se sont constitués pour appuyer l'action des grévistes. Ces derniers demandent un appui international et suggèrent qu'un courrier de soutien soit envoyé aux adresses suivantes :

- ambassade d'Australie, 4, rue Jean Rey, 75015 Paris ;
- Delegade Brunswick tram depot, Sydney Road, Brunswick, 3056 (Victoria), Australie ;
- Premier Ministre de Victorial, M. John Cain, Parliament House, Spring Street, Melbourne 3000 (Victoria), Australie ;

et envoyer un double au secrétariat international de l'AIT :

- AIT, Postfach 101223, PLK 09 2822A, D 5000 Köln I.

ITALIE

Non à l'Acna !

A l'appel du mouvement anarchiste du nord de l'Italie, près de six cents personnes ont manifesté le samedi 13 janvier à Savone contre la réouverture et pour le démantèlement de cette industrie de mort qu'est l'usine de produits chimiques « Acna », filiale de la Montedison.

Après un rassemblement avec prises de parole pour expliquer à la population le pourquoi de cette mobilisation et les dangers que représente l'usine Acna pour la santé des populations de la vallée de la Bormida, c'est une manifestation énergique, déterminée et colorée qui a parcouru les principales artères de la ville.

Une manifestation réussie, mais qui aura vu les autorités locales, les syndicats et la police tout faire pour interdire celle-ci et ce au travers d'intimidations et de provocations de toutes sortes.

Mais c'était sans compter sur la détermination des camarades à manifester avec et sans autorisation.

Une manifestation trop sereine aux yeux de la police qui a réprimé violamment le cortège qui se dispersait, faisant plusieurs blessés (dont des passants), dont un compagnon qui dut être conduit à l'hôpital pour y recevoir six points de suture à la tête et deux semaines d'hospitalisation.

Malgré la répression, les intimidations, la lutte engagée depuis plus de trois ans par nos compagnons contre l'Acna continue avec détermination, jusqu'à la fermeture de celle-ci.

Vous pouvez témoigner votre solidarité en écrivant à : Sciarpa Nera, casella postale 46, 15100 Alessandria, Italie.

Groupe Région toulonnaise

VENEZUELA

La corruption

A force de parler de ce qui se passe dans les pays de l'Est, il ne faudrait pas oublier le reste. La grande presse et les médias, recherchant le scoop, choisissent leurs sujets d'intérêts. Il est un sujet qui n'a pas défrayé la chronique : le 6 octobre dernier, Caracas a vécu des heures de panique. Tout commença tôt le matin, lorsque les habitants de la zone ouvrière Plan Manzano et les travailleurs des transports de ladite zone occupèrent les rues et bloquèrent la seule voie d'accès à l'aéroport principal pour protester contre les dernières mesures économiques gouvernementales. Le jour suivant, la ville se trouva en état de siège militaire. Il ne faut pas oublier que dan ce pays, comme dans d'autres pays du même continent, règne la corruption. Le président de la République n'hésite pas à faire libérer des individus comme le docteur Nicomedes Zuluoga dont les preuves accablantes prouvent leurs agissements illicites. Mais voilà, ceux-là sont utiles au pouvoir.

Pendant ce temps, le peuple vénézuélien subit, mais jusqu'à quand ?

Infos du Collectif libertaire « Ezequiel Zamora »

URSS

Kropotkine en 1990

Nous venons de recevoir, par le canal de *Sennaciulo* (organe de SAT), la confirmation de l'information publiée dans le précédent ML, concernant Pierre Kropotkine. Nous traduisons ci-dessous le texte paru dans le numéro 38 de la *Literaturnaja Gazeta*, page 12, et traduit du russe en espéranto par *Nadija Andrianova*.

Y.P.

A l'occasion du prochain cent-cinquantenaire de la naissance de Pierre Kropotkine, l'Académie des Sciences de l'URSS a décidé de créer une commission pour perpétrer la mémoire de P. Kropotkine et étudier son œuvre.

Il s'agit donc ici de reprendre le travail réalisé, entre 1921 et 1938 à Moscou par le Comité social panrusse.

On a l'intention de restaurer le musée de Moscou (1) et celui de Dmitroko, où le savant a terminé ses jours, d'organiser une conférence scientifique internationale sur le thème : *P. Kropotkine et le monde contemporain*, d'éditer des œuvres choisies inédites (économie, histoire, éthique, biologie), enfin de construire un monument sur la place qui porte son nom.

On réalisera une large action d'information : leçons populaires, conférences et expositions dans les villes et les lieux liés à la vie et l'action de P. Kropotkine.

L'académicien L.I. Abalkia a été élu président de la commission.

Des souscriptions (2) publiques ou privées pour soutenir le travail de cette commission peuvent être envoyées à Moscou à la filiale Ceremuŝkin de la Promstrojbank, numéro de compte 700 770, et pour les autres villes par mandats-poste : MFO n° 20149.

(1) Voir l'ouvrage réalisé par Fernand Planche, sur Pierre Kropotkine, en vente à la librairie du Monde libertaire (N. du T.).

(2) Pour les pays occidentaux, cette information est plutôt symbolique...

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

Renaissance de l'anarchisme en URSS

(2e partie)

DEPUIS 1985, le début de la « Perestroïka » — devenue le synonyme de remise en cause du patrimoine léninostalinien — bien des choses, jugées impossibles ou impensables, voient le jour en toute quiétude. Prenons l'exemple de la presse dite « Samizdat » (littéralement auto-éditée) qui circulait sous le manteau jusque-là et qui pouvait valoir plusieurs années de camp à ses rédacteurs ou lecteurs, a littéralement explosé. Le *Bulletin d'information du SMOT* (syndicat indépendant) recense, en date du mois de septembre 1989, 343 journaux indépendants, dont 241 organes d'organisations et 102 indépendants. Parmi eux, relevons 38 de tendance chrétienne, 101 démocrates-libéraux, 4 pacifistes, 60 marxistes, 33 musicaux, 11 juifs, 1 tolstoïen, 29 nationalistes, 2 Krisnamurti (1), 4 oecuméniques, 59 artistiques et philosophiques, 158 sociaux-politiques, 8 écologiques, 5 humoristiques et 109 bulletins d'organisations. Etant donné les difficultés d'approvisionnement en papier et d'impression, la plupart tirent entre 50 et 100 exemplaires (le bulletin du SMOT exceptionnellement à 500). Leur vente ou diffusion, tolérée jusqu'en septembre 89, a été brusquement réprimée à Moscou par la milice qui a arrêté plusieurs vendeurs à la criée, les faisant condamner à plusieurs jours de prison et à de fortes amendes. Quoi qu'il en soit, notons la parution de plusieurs périodiques anarchistes et anarcho-syndicalistes, expression de groupes plus ou moins informels.

Saluons avec une grande joie la réapparition à visage découvert de compagnons anarchistes en URSS. Rappelons que les mouvements libertaires russe, ukrainien, géorgien, etc. ont payé un lourd tribut, d'abord dans la lutte contre le tsarisme avant 1917, puis contre la nouvelle autocratie bolchéviste. C'est par milliers que nos compagnons ont péri dans ce combat. Ils étaient donc officiellement proscrits du régime depuis les grandes rafles de 1929, les déportations et exécutions massives des années 1930, et voici que de nouveaux porteurs du flambeau libertaire apparaissent au-devant de la scène ! Saluons leur témérité et leur force de volonté car, comme nous le verrons plus loin, ce n'est pas sans péril qu'ils peuvent afficher leurs convictions.

Tout a commencé le 8 mai 1987, lorsque le club « Obchtchina » (la communauté) a été créé à partir d'autres cercles et groupes ; pour la plupart issus des « komsomols » (jeunesses communistes), appartenance presque obligatoire naguère pour pouvoir accéder à une certaine information historique et politique, ne serait-ce que par l'accès aux bibliothèques réservées. Notons-le bien, car c'est sans doute à partir de la lecture d'œuvres de Bakounine qu'ont évolué les membres fondateurs, usant de noms comme « Obchtchina » (appellation du premier groupe anarchiste russe créé en Suisse par des anarchistes bakouninistes, dans les années 1870) et « Alliance ».

Les principaux organisateurs du club sont Alexandre Issaiev et V. Goubarev, rejoints par la suite par Goubolikov. En août 1987 a lieu une première conférence rencontre d'informations des associations non officielles. Cette rencontre fut appelée « Dialogue ». A la même date est créée la « Fédération des clubs socialistes », laquelle organise des séminaires, des rencontres-débats, s'occupe de théâtre politique ainsi que d'activités pédagogiques et culturelles. Le même mois se crée l' « Alliance » qui adhère peu après à Obchtchina, rejointe par l'organisation le « peuple des forêts », née en 1984.

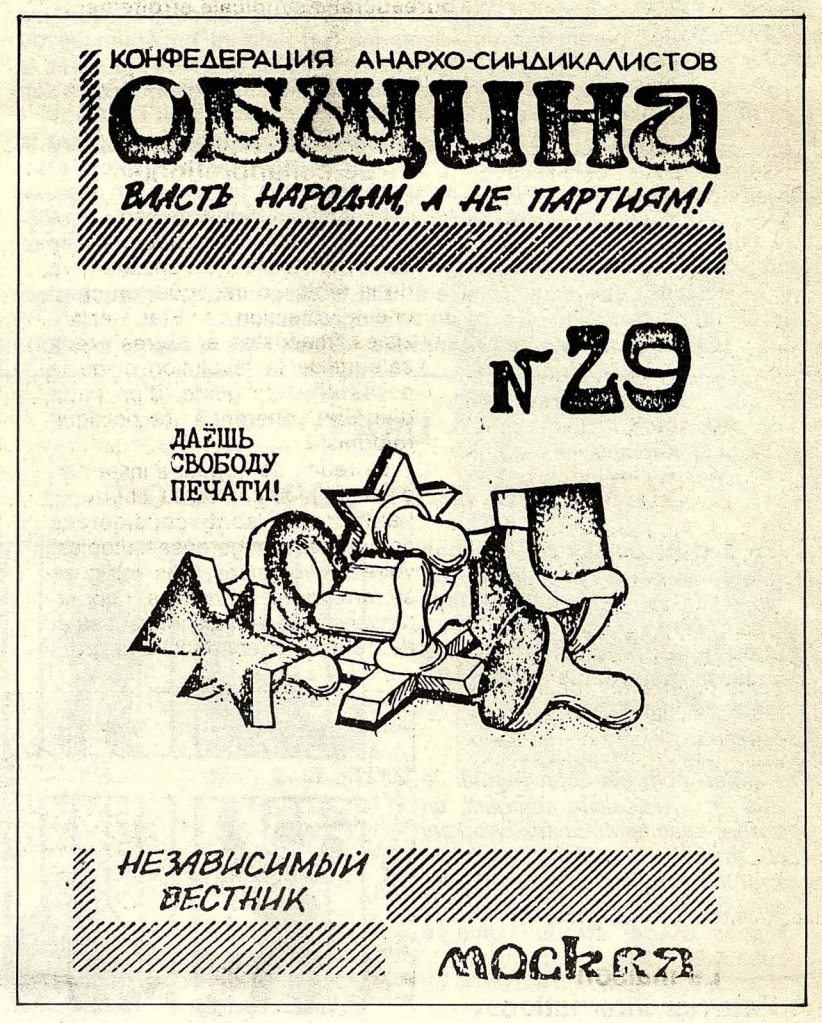
En novembre 1987, sort le premier numéro de la revue *Obchtchina*. Après l'élimination de Boris Eltsine de son poste de chef du parti communiste à Moscou, le 31 janvier 1988, commence une campagne de dénigrement dans toute l'URSS contre les unions et publications non-officielles. Ceci interrompt définitivement toute collaboration avec les jeunesses communistes (komsomols).

Les 1er et 2 mai 1988 a lieu le congrès de la « Fédération des clubs socialistes » dans une forêt de la région de Moscou. L'activité de la Fédération y est examinée à la veille de la XIXe conférence du PCUS. En mai-juin, une campagne de meetings se déroule à Moscou, couronnée par une marche dans le centre de la ville, qui débouche sur la création d'un forum permanent sur la place Pouchkine.

En été 1988, la Fédération participe à la formation d'un Front national à Moscou, puis se sépare des autres organisations sur des questions d'organisation — optant pour le fédéralisme — et sur la non-reconnaissance du rôle dominant du Parti communiste. En août a lieu une conférence pan-russe de la Fédération des clubs socialistes indépendants ; cela, malgré une interdiction officielle. De ce fait, elle se tient clandestinement dans un appartement de la ville.

En janvier 1989, étant donné l'évolution des positions de la Fédération, son nom devient « Confédération anarcho-syndicaliste » (KAS). Après une discussion approfondie et l'élaboration de textes, le premier congrès de la KAS se déroule à Moscou les 1er et 2 mai 1989 ; un programme et des statuts y sont adoptés.

Alexandre SKIRDA
(à suivre)



CONFEDERATION ANARCHO-SYNDICALISTE

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

LE terme « anarcho-syndicaliste », dans l'esprit de la masse des soviétiques, s'associe soit à l'idée de chaos et de violence de l' « anarcho-banditisme », soit avec une certaine « opposition ouvrière », en liaison avec le groupe oppositionnel de ce nom au Xe congrès du parti communiste. C'est pourquoi l' « Union des socialistes indépendants » a accompli un pas assez risqué en changeant son nom en « Confédération anarcho-syndicaliste » (KAS). Une telle organisation a existé légalement dans notre pays dans les années 1920, jusqu'à ce que la répression du Guépéou ne la fasse disparaître. Nous estimons indispensable de la recréer.

Luttant pour l'émancipation de l'individu et pour l'édification d'un socialisme sans Etat, nous ne nous considérons pas comme des utopistes, mais tout comme nos devanciers, nous comprenons la nécessité d'une période transitoire, tout particulièrement dans notre pays qui a toujours subi toutes sortes d'autocraties.

A la différence des socialistes autoritaires et étatistes, nous ne considérons pas la propriété étatique des moyens de production authentiquement socialiste. L'expérience historique a confirmé les analyses et prévisions des anarcho-syndicalistes : la propriété d'Etat dégénère inévitablement en propriété des fonctionnaires, de la « bureaucratie rouge », mène à un arbitraire monstrueux et à des abus flagrants. C'est pourquoi nous prenons position pour que les usines, les fabriques et la terre passent aux mains des collectivités de ceux qui y travaillent.

L'histoire de la civilisation moderne démontre que les partis politiques ne peuvent être représentatifs de la volonté des masses populaires. Il y en a peu, surtout le parti unique, qui sont prêts à transmettre le pouvoir des mains de la caste des politiciens professionnels et des bureaucrates aux mains du peuple lui-même. C'est pourquoi nous adoptons le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux peuples, et non aux partis politiques !* » Cela signifie que toute la structure de direction au centre et sur place doit passer aux mains des soviets sans parti, où la solution décisive sera prise par la voix des délégués des collectifs de travail, des groupes d'habitants organisés, des syndicats indépendants et d'associations créatrices.

Nous pouvons constater le danger fatal représenté par le principe du centralisme — qu'il soit même démocratique —, tout particulièrement avec l'exemple de notre immense Etat. Il est impossible de tenir compte, à partir d'un centre unique, de toute la variété des intérêts sociaux. Il est impossible, à partir d'un centre unique, de planifier et de réglementer la vie économique, politique et culturelle du pays.

Il n'y a que le fédéralisme, seulement l'autonomie complète, l'indépendance totale des organes d'autogestion de tout centre, qui puissent sortir le pays de la situation de crise dans laquelle il se trouve : d'aider à éviter les conflits de classes et de nations, d'une guerre civile dévastatrice.

La « perestroïka », menée par le haut, coule et se transforme en routine d'un gigantesque appareil bureaucratique. Toutes tentatives de fondation de partis alternatifs mènent également à la naissance de nouvelles structures bureaucratiques et à l'exploitation impitoyable de l'enthousiasme populaire par une bande de carriéristes politiciens ambitieux. Nous appelons les travailleurs à s'occuper eux-mêmes de leur propre destin.

Créez des unions et associations indépendantes, tant professionnelles et créatrices qu'écologistes et culturelles ; luttez pour que ces unions et associations puissent bénéficier de la plénitude de leurs droits et libertés.

Notre Confédération s'efforcera de vous apporter sur ce plan l'aide la plus grande possible. Si vous êtes d'accord avec nous, si vous voulez participer à la création d'unions professionnelles et sociales indépendantes, diffusez nos éditions, exigez de l'administration de votre entreprise ou établissement, l'organisation de rencontres avec des membres de notre Confédération.

Vive le socialisme autogestionnaire !

Déclaration de la KAS d'URSS
(traduit du russe)

« Le contrat social », VIIe section de l'Internationale anarchiste et anarcho-syndicaliste

Déclaration de principes fondamentaux.

Il ne peut y avoir de société libre si un seul de ses membres n'est pas libre.

Nous considérons comme notre activité principale de faire valoir la conception de l'indépendance de l'individu, tant économique, politique, sociale que morale. Ce n'est que par cette liberté que tout homme peut atteindre le bonheur et la plénitude dans la vie, tandis que le primat grégaire entraîne au contraire son extinction.

L'idée de l'indépendance de l'individu ne pourra être réalisée dans la vie, de manière conséquente, seulement lorsque seront créées les conditions et les garanties de sa défense contre toutes formes d'arbitraire.

L'Etat, soit-il de « droit », aspirera toujours à retirer la liberté au peuple, à rétrécir les droits de l'individu.

Le rôle positif du parti de type léniniste consiste en ce qu'il a discrédité définitivement l'idée de parti et d'Etat, de toute violence systématisée.

La démocratie « formelle » occidentale s'est épuisée dans son évolution sociale, dans la mesure où toute démocratie n'y est plus pensable sans fonctionnaires de partis et d'Etat, la parasitant, ainsi que sans structures hiérarchiques tant chez les dominants que chez les dominés. Malgré tout, nous sommes obligés de nous référer à cette démocratie, vue la crainte inspirée par la « réalité » de nombreuses dictatures.

Cela nous amène obligatoirement à revenir aux idées de Proudhon, Bakounine et Kropotkine, adaptées aux conditions actuelles.

La crise politique et économique provoquée par l'absence de démocratie en URSS a créé les prémisses rendant possible une nouvelle voie qui n'emprunterait pas celle des civilisations occidentales, en démontant notre Etat par différentes structures fédératives dans toutes les sphères de la vie sociale.

La chance historique d'échapper à la misère et à l'arbitraire, d'édifier le nouveau modèle d'une société progressiste, nous est offerte par la nouvelle situation qualitative, née de la révolution technico-scientifique, dictée par l'individualisation croissante du travail, impossible sans la liberté maximale de l'individu, par l'émancipation des forces asservies de la société.

C'est de cette façon que les égarements de Karl Marx sur le rôle de l'Etat, dénoncés par Bakounine, deviendront définitivement évidents.

Ekaterinenbourg, 1989.

(Traduit du russe)

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

Le mouvement syndical mexicain

LE mouvement syndical mexicain fut à son origine profondément marqué par l'anarcho-syndicalisme. Cependant, ce mouvement, allant à l'encontre de ces principes de non-collaboration avec l'Etat, signa en 1915 un pacte avec les constitutionnalistes. Manque de maturité d'un mouvement ouvrier jeune et isolé dans un pays où les ruraux représentaient onze millions d'habitants sur les quinze millions que comptait le Mexique ? Toujours est-il que cette alliance sonna le glas du syndicalisme indépendant et ouvrit la voie à une bureaucratie syndicale étroitement liée à la machine étatique.

Sylvain EICHENFELD (groupe Flores-Magon de Paris).

Entre les première et la seconde décennies du siècle, au moment où le processus d'industrialisation reçoit une impulsion relative et où s'accroît la proportion d'émigrés espagnols, de nouvelles idées et de nouvelles formes d'actions et d'organisation apparaissent au sein du mouvement ouvrier naissant. Les formes d'organisation traditionnelles (fraternités, ligues, alliances) sévèrement hiérarchisées, fondées sur les idées mutualistes et corporatistes, tendent à perdre du terrain et à être substituées par des formes d'anarcho-syndicalisme.

L'arrivée de Madero au gouvernement ne modifie pas la législation anti-ouvrière existant sous le porfirisme (interdiction des grèves et des associations ouvrières), cependant la disparition du vieux dictateur paraît encourager l'éclosion des luttes populaires. Diverses grèves spontanées éclatent durant l'année 1911 : travailleurs des transports de Mexico, boulangers et couturières de la même ville, dockers de Tampico, etc.

La maison de l'ouvrier international

J.-F. Moncaleano, anarchiste colombien, qui vivait en exil à Cuba, arrive à Mexico en juin 1912. Avec sept autres personnes il forme le groupe « Luz » (« La Lumière ») constitué en majeure partie de travailleurs manuels,tels des charpentiers et des mécaniciens, puis fonde un périodique de même nom et se propose de créer une école rationaliste, suivant les directives de sa femme qui avait été une élève de Francisco Ferrer à Barcelone.

Le premier numéro de *Luz* sort le 17 juillet 1912 ; deux mois après il est supprimé — après le numéro trois — et Moncaleano est expulsé de Mexico par le régime de Madero. L'expulsion de Moncaleano fait apparemment avorter le projet d'école rationaliste. Le local est utilisé comme lieu de réunion pour les anarcho-syndicalistes et, peu après, sur la base d'une fédération locale des syndicats, la Maison de l'ouvrier international est fondée. Autour d'elle apparaissent les périodiques *La Lutte*, *Le Syndicaliste* et *Emancipation ouvrière* (1913).

Centre de coordination syndical, foyer de rencontres, de réunions et de débats, la Maison de l'ouvrier international développe une activité intense. Partisane de l'action directe révolutionnaire elle refuse l'intervention du ministère du Travail (créé par Huerta) dans les conflits entre les ouvriers et les patrons.

Cependant, à partir de 1914, l'influence exercée par Carranza sur une fraction d'anarcho-syndicalistes est manifeste. La Maison de l'ouvrier international ayant été fermée sous prétexte de la manifestation prévue le 1er mai 1914, Carranza intervient lors de la chute de Huerta et propose comme siège de la Maison de l'ouvrier international le couvent de Sainte-Brigitte.

Le collaborationisme

Le collaborationisme semble se propager dans la majeure partie des syndicalistes. On déclare l'ère de la rébellion caduque, on cherche la protection de l'Etat. Carranzistes, marxistes et autres prédicateurs de la révolution et de la nécessité d'un guide, d'un parti, d'un Etat adhèrent à une politique réformiste.

Le règne de la peur s'instaure ; c'est le moment où la liberté et l'autonomie sont considérées comme de dangereuses utopies, voire provocations. Les intrigues se multiplient, l'arrivisme, l'opportunisme et le jeu des influences et de l'argent foisonnent. Les groupes hégémoniques réussissent à imposer leur loi : tout travailleur doit respecter et suivre les normes établies pour s'associer, se réunir, discuter avec le patron, manifester dans la rue, etc. L'Etat se transforme en arbitre suprême : c'est lui qui décidera en dernier ressort si une grève est légale ou non.

Ainsi, le 17 février 1915, un pacte est conclu entre la Maison de l'ouvrier international et Carranza. Les syndicalistes vont grossir les troupes de Carranza au moyen des « Brigades sanitaires anarchistes » et des « Bataillons rouges ». En échange de quoi Carranza concède des locaux et des périodiques : *La Révolution sociale* par exemple. Dans celui-ci, on trouve des éloges aux lois sur le travail des « chefs constitutionnalistes héroïques » et on arrive à affirmer que le « *triomphe du constitutionnalisme est le triomphe de la liberté* ». Cette déroute, bien qu'elle ne soit pas intervenue sans résistances (principalement dans les secteurs et les régions influencés par les idées des frères Flores Magon (1) et des Industrial Workers of the World (2), NDLT), s'effectue tout le long de la période allant de 1914 à 1918 au moins. Les cheminots, les ouvriers de l'industrie pétrolière et travailleurs du textile de Puebla et Veracruz refusent l'orientation politique du syndicalisme.

Un syndicalisme lié à la machine étatique

En juillet 1915, survient un appel pour la formation d'une confédération de syndicats ouvriers de la régionale mexicaine dans la tradition anarcho-syndicaliste : adoption de l'action directe, formation d'écoles rationalistes et d'ateliers communautaires... Peu après, un congrès ouvrier s'organise à Veracruz où la rupture avec les carranzistes s'instaure et la CNT (régionale mexicaine) est créée. Cette nouvelle confédération anarcho-syndicaliste n'arrive pas à se développer. Après une tentative de grève générale à Mexico en août 1916, elle est durement réprimée par le régime d'Obregon, qui impulse la création de la CROM en 1918. Etroitement liée à la machine étatique, utilisée comme courroie de transmission par les politiciens, développant en son sein une fabuleuse bureaucratie, la CROM croît rapidement et se transforme en la première confédération ouvrière du Mexique. Même de nombreux anciens activistes anarcho-syndicalistes vont grossir ses rangs (...).

Alfredo GOMEZ

« Anarquismo y anarco-sindicalismo en America latina », Ruedo Ibérico

(1) Anarchistes mexicains, les éditions Partage Noir vont prochainement sortir une brochure sur leur vie.

(2) Syndicat révolutionnaire nord-américain.

Chronologie

25 septembre 1873 : Les « lois de Réforme » sont incorporées à la Constitution.

2 avril 1876 : « Manifeste » du Premier Congrès ouvrier du Mexique.

26 novembre 1876 : Porfirio Diaz, président de la République.

23 novembre 1879 : « Loi du Peuple » de A Santa Fé et Manuel Serdàn.

12 juin 1884 : *El Socialista*, organe du Grand Cercle d'ouvriers, publie le *Manifeste communiste* de Marx et Engels.

1er décembre 1900 : Porfirio Diaz est réélu président de la République.

7 août 1900 : Les frères Flores Magon fondent le journal antiporfiriste *Regeneración*.

1er juin 1906 : Grève ouvrière à Cananea dans les mines de cuivre de la compagnie nord-américaine The Cananea Consolidated Copper Compagny.

1er juillet 1906 : La junte organisationnelle du Parti libéral mexicain publie, à San Luis Missouri, son programme manifeste, premier programme social de la révolution.

5 octobre 1910 : Plan de San Luis Potosi, de Francisco I. Madero.

20 novembre 1910 : Des groupes armés se soulèvent à Puebla et à Chihuahua.

25 mai 1911 : Démission de Porfirio Diaz.

23 septembre 1911 : Manifeste communiste-anarchiste du Parti libéral mexicain sous le mot d'ordre de *Terre et liberté*.

15 octobre 1911 : Madero est élu président de la République.

28 novembre 1911 : Plan d'Alyala du général E. Zapata.

15 juillet 1912 : Fondation de la Maison de l'ouvrier international.

22 février 1913 : Assassinat du président Madero et du vice-président Pino Suárez. le général V. Huerta prend le pouvoir.

9 avril 1914 : Incident entre les autorités mexicaines et sept soldats et un officier nord-américain.

21 avril 1914 : Les fusiliers marins nord-américains débarquent Veracruz.

16 août 1914 : V. Carranza rentre à Mexico en qualité de Premier Chef de l'armée constitutionnaliste.

10 octobre 1914 : La Convention militaire révolutionnaire commence ses travaux à Aguascalientes.

1er novembre 1914 : E. Gutiérrez est élu président provisoire par la souveraine convention révolutionnaire.

4 décembre 1914 : Les généraux F. Villa et E. Zapata signent à Xochimilco le pacte du même nom.

6 janvier 1915 : Loi de V. Carranza décrétant la restitution des terres et la dotation d'ejidos (terres collectives) aux paysans.

17 février 1915 : Pacte Maison de l'ouvrier international-Carranza.

11 juillet 1915 : Les troupes du général carranziste P. Gonzalez occupent Mexico.

1er août : Grève générale des ouvriers du district fédéral réprimée par les troupes carranzistes.

5 février 1917 : Promulgation de la Constitution de Querétaro.

1er mai 1917 : V. Carranza, président constitutionnel du Mexique.

12 mai 1918 : Naissance à Saltillo de la Confédération régionale ouvrière du Mexique (CROM).

(Extrait de la chronologie réalisée par Americo Munes pour *Les Révolutions du Mexique*, Flammarion, en vente à la librairie du Monde libertaire).

Pacte entre Carranza et la Maison de l'ouvrier international

« ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement constitutionnel réaffirme sa résolution, fondée sur le décret du 4 septembre 1914, d'améliorer, par les lois appropriées, le sort des travailleurs, promulguant au cours de la lutte toutes les lois qui seront nécessaires.

ARTICLE 2. — Les ouvriers de la Maison de l'ouvrier international, en vue de hâter le triomphe de la révolution constitutionnaliste et d'intensifier les idéaux touchant aux réformes sociales... affirment la résolution prise de collaborer de manière pratique et effective au triomphe de la révolution, en prenant les armes, soit pour servir de garnisons dans les centres aux mains du gouvernement constitutionnel, soit pour combattre la réaction.

ARTICLE 3. — Pour l'exécution des clauses prévues par les deux premiers articles, le gouvernement constitutionnel prendra en considération les réclamations justes des travailleurs, avec la sollicitude dont il a toujours fait preuve...

ARTICLE 4. — Dans les villes occupées par l'armée constitutionnaliste, et quand cela répondra aux nécessités de la campagne militaire, les travailleurs seront organisés par le commandement militaire de la place pour assurer la protection de la place et le maintien de l'ordre. Au cas où il faudrait évacuer la place, le gouvernement constitutionnaliste doit prévenir les ouvriers et leur fournir les moyens de se replier et les moyens de subsistance.

ARTICLE 5. — Les ouvriers de la Maison de l'ouvrier international doivent établir des listes, dans chaque ville où ils sont organisés, de tous les compagnons qui s'engagent solennellement à appliquer l'article 2. Ces listes devront être envoyées le plus vite possible au Premier Chef de l'armée constitutionnaliste pour qu'il sache combien d'ouvriers sont prêts à prendre les armes.

ARTICLE 6. — Les ouvriers de la Maison de l'ouvrier international feront de la propagande active pour gagner la sympathie de tous les ouvriers de la république à la cause du gouvernement en montant les avantages de rejoindre la révolution, car cela permet d'obtenir les améliorations qu'ils poursuivent dans leurs organisations.

ARTICLE 7. — Les ouvriers établiront des centres et des comités révolutionnaires partout où ils le jugeront bon. Les comités, en plus de la propagande, surveilleront l'organisation de groupes syndicaux et leur collaboration à la cause constitutionnaliste.

ARTICLE 8. — Les ouvriers qui prendront les armes... seront tous appelés « rouges ».

Ces bataillons servirent au gouvernement pour combattre les villistes et les zapatistes, ce qui n'empêcha pas Carranda de faire fermer la Maison de l'ouvrier international à peine un an plus tard, quand celle-ci tenta de reprendre une activité syndicale.

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

« La Mémoire des vaincus »

Michel Ragon

Ed. Albin-Michel

Rendez-vous avec Michel Ragon le 22 février à 20 h 30 sur Radio-Libertaire et le 24, à 16 h 30, à la librairie du Monde libertaire.

APRES avoir lu « La Mémoire des vaincus », il nous semblait avoir retrouvé un peu de notre histoire proche ; retrouvé pour certains et découvert pour d'autres. Ragon l'anarchiste, auteur de l'histoire de la littérature prolétarienne en France, a eu la fabuleuse idée de nous conter un roman populaire avec pour toile de fond l'anarchisme d'un siècle. Nous l'avons interviewé pour les colonnes du « Monde Libertaire ».

— **Le Monde Libertaire :** Ce qui a choqué quelques copains, c'est le titre. Alors pourquoi *La Mémoire des vaincus* ?

— **Michel Ragon :** A l'origine il s'appelait *Fred Barthélémy*. Je voulais lui donner le nom du personnage principal et Albin Michel a eu peur que ça fasse trop biographique. Alors, j'ai cherché et puis j'ai repris une phrase du livre : *« La mémoire des vaincus »*. C'est un beau titre, c'est un titre qui se retient bien et il est porteur.

— **ML :** Mais je trouve qu'il est significatif des gens qui disent qu'ils aiment bien les anars, mais que ceux-ci ont toujours été les vaincus de l'Histoire.

— **Michel Ragon :** C'est cela. Tous les journalistes de la grande presse sortent toujours la même phrase : *« les anarchistes, ce sont les cocus de l'Histoire »*. Je dis que oui, c'est possible, mais ils ne sont pas des battus. On peut être vaincu mais on n'est pas pour autant battu. C'est un phénix qui renaît perpétuellement de ses cendres. Vaincu et battu, ce n'est pas pareil. Etre vaincu ne signifie pas être écrasé. Mais c'est vrai que dans les histoires que je raconte, que ce soit en Union soviétique ou que ce soit en Espagne, l'anarchie a été vaincue. Mais elle n'est pas battue pour autant, il y a un renouvellement. Par ailleurs, mon titre est aussi provocateur.

— **ML :** Comment avez-vous travaillé pour faire ce livre ? Entre les recherches historiques et le roman, comment avez-vous fait ?

— **Michel Ragon :** Il y a deux choses ; il y a ma propre mémoire. C'est-à-dire qu'à 21 ans j'ai rencontré le milieu libertaire et cela se passait aussitôt après la Libération. C'est donc chargé d'histoires. J'ai rencontré des militants qui avaient participé de manière très forte aux deux épisodes. Certains comme Gaston Leval étaient allés en Union soviétique, avaient discuté avec Trotsky comme le montre mon personnage. D'autres avaient participé à la guerre d'Espagne dans les Brigades. Ces gens m'ont raconté leur histoire. J'avais 21 ans et pour moi c'était un petit peu la guerre de 14, mais enfin j'ai enregistré tout ça quand même. Et puis je suis toujours resté lié au mouvement libertaire, même si je m'en suis éloigné un peu parfois avec mes travaux d'architecture, mais je ne m'en suis jamais éloigné idéologiquement parlant. Je ne suis jamais allé ailleurs. Par exemple, je suis resté toujours très lié avec Maurice Joyeux ; j'ai bien connu Gaston Leval, j'ai connu Berthier ; j'était très lié avec Louis Lecoin. J'ai beaucoup participé avec Lecoin à la lutte pour les objecteurs de conscience, j'ai collaboré à ses revues. Mais je n'en ai jamais parlé dans le milieu médiatique parisien, ce qui fait que mon livre fut une surprise. On parlait de Ragon, vieil anar, avec un air humoristique et tout d'un coup il y a ce livre. Je le vois bien chez certains, ça leur paraît un peu bizarre. C'est un petit peu une bombe, quand même. C'est la raison pour laquelle à Paris actuellement il ne paraît pas beaucoup d'articles.

— **ML :** Le personnage de Fred a été construit comment ?

— **Michel Ragon :** Fred, c'est un mélange de personnages. La fin du livre est tout à fait autobiographique. J'ai été bouquiniste sur les quais de la Seine et donc il y a un peu de moi dans Fred. Mais, il est surtout un mélange de Gaston Leval, de Poulaille, de pas mal de monde, pour avoir présente en un seul personnage une histoire qui permette de parcourir tout le siècle. C'est un peu arbitraire bien sûr, mais ce n'est pas impossible. Par exemple Leval a été à la fois en Russie bolchévique et en Espagne, où il a eu un rôle important aussi. Ce n'était pas impossible sur le plan de l'âge, car entre 1917 et 1937, il n'y a que vingt ans de différence. Donc un même homme pouvait être aux deux endroits. Simplement j'ai tiré un peu pour que l'histoire commence à la fin de l'anarchisme terroriste, avec la bande à Bonnot, jusqu'à l'écologisme avec les écolos qui tiennent Fred comme un totem. J'ai aussi voulu évoquer les difficultés entre Daniel Cohn-Bendit et Maurice Joyeux, lors du congrès anarchiste de Carrare qui s'est tenu juste après mai 68.

— **ML :** La scène avec May Piqueray, entre Trotsky et Fred est-ce authentique ?

— **Michel Ragon :** Elle est authentique, pas avec Fred, mais elle est authentique avec Trotsky. May, que j'ai connue, en parle dans ses Mémoires. J'ai également connu Rirette Maîtrejean, j'avais autour de 20 ans et elle 60 ans. Elle était encore très séduisante ; elle était correctrice d'imprimerie. Le fait que j'ai connu ces gens donne à mon livre une dimension qu'il n'aurait pas sans cela. C'est un roman, c'est aussi un livre d'histoire. Les gens sont un peu arrêtés par cet aspect, dans la mesure où ils ne connaissent pas l'histoire du mouvement libertaire. A propos d'histoire, je vais faire un débat public avec Pierre Broué sur son dernier livre consacré à Trotsky.

— **ML :** Pierre Broué ne doit pas être d'accord avec votre vision des choses ?

— **Michel Ragon :** Sur l'interprétation, bien sûr que non. Sur 1 000 pages de son livre, il consacre une page à Makhno. Dans toute la vie de Trotsky, une page, c'est quand même énorme ! *(Rires).*

— **ML :** Et Kronstadt, combien ?

— **Michel Ragon :** Kronstadt, deux pages. Et là, la mémoire des libertaires est complètement occultée. Voline n'apparaît pas. Et avec les justifications habituelles : Trotsky a été obligé de réprimer parce que des bandits s'étaient mêlés à des anarchistes authentiques. Kronstadt, c'est quand même une révolte ouvrière, mais il trouve que c'était des ouvriers qui n'avaient pas vécu un premier Kronstadt, et donc ils étaient moins motivés et ont subi, dit-on, l'influence des blancs. C'est possible, il y a toujours une petite part de vrai, mais cet événement est quand même complètement occulté.

Je dois dire que les journalistes de la grande presse ont été beaucoup frappés par les portraits.

Pour eux, cela fait partie de la qualité du livre. Les portraits de Zinoviev, de Kamenev..., dont on ne parle pas tellement d'ailleurs..., ont été réhabilités maintenant, le premier étant Boukharine, suivi de Zinoviev et de Kamenev.

— **ML:** Lorsque vous avez décidé d'écrire le livre, il ne se passait encore rien à l'Est. Quelle impression cela vous fait-il de l'éditer aujourd'hui ?

Michel Ragon. Photo Françoise Antoine.

— **Michel Ragon :** On m'interroge beaucoup sur l'Est. C'est une merveilleuse surprise, mais en même temps je ne partage pas l'optimisme un peu béat des médias occidentaux. Je me méfie beaucoup, même de Gorbatchev. Je ne suis pas absolument sûr qu'il n'y ait pas un machiavélisme derrière. Il y en a eu tellement déjà. Pas en Hongrie, la Hongrie a fait sa révolution, mais il y a longtemps déjà. La Tchécoslovaquie certainement aussi. La Roumanie, non. La liquidation de Ceaucescu pour qu'il ne parle pas au terme d'un procès truqué, exactement similaire aux procès de Moscou. J'ai vu tout le procès à la télévision, j'en étais attéré. Il ne faut pas oublier que les généraux des Armées rouges de tous les pays de l'Est étaient des officiers de l'Armée rouge russe pendant la guerre. Jaruzelski par exemple. C'est grâce à cela qu'ils sont devenus généraux. (...) Ce sont des gens d'une fidélité indéniable pour l'URSS. Gorbatchev peut-être est-il sincère, mais l'Armée rouge est bien là, la police politique est là, la bureaucratie soviétique est là, elle n'a pas changé ; donc quelle fragilité... ou quel machiavélisme, peut-être... Je ne sais pas.

— **ML :** Et toutes les compagnes de Fred, c'est parce que vous avez un peu l'impression que tous les anars vivaient un peu plusieurs vies en une seule ?

— **Michel Ragon :** Non, là c'est un peu moi. Je me suis marié trois fois. J'ai eu une vie sentimentale assez tumultueuse. Mais ce n'est pas seulement moi, c'est aussi Poulaille. Poulaille a eu une vie amoureuse très chargée. Pour la fin du livre, c'est à Poulaille que je pensais, avec ses compagnes qui arrivent quand il est prêt de mourir. Il était entouré, même vieillard, de jeunes femmes qui le dorlotaient. Donc il y a un mélange.

— **ML :** Mais à ce moment, vous dites que les milieux anars sont très puritains, et même parfois pudibonds.

— **Michel Ragon :** Oui, absolument, autrefois en tout cas. Sauf pour certains éléments, comme Emile Armand, avec sa « camaraderie amoureuse »... Et le nudisme aussi à l'époque. Mais ce n'est pas propre aux anars, le puritanisme, c'est propre aux militants révolutionnaires. Et puis il y avait aussi l'hygiène de vie, les végétariens, on ne buvait pas, on ne fumait pas beaucoup. Les journalistes ont été très frappés par cette image du mouvement. En revanche, chez beaucoup, la vie amoureuse prenait une place importante. On ne donne jamais crédit aux anarchistes de s'être fait emprisonner, de s'être fait tabasser pendant l'entre-deux-guerres pour avoir préconisé la libre conception et l'amour libre. Entre le pacifisme et ça, c'était les deux raisons pour lesquelles les anars se retrouvaient principalement en prison. L'Union libre, autrefois préconisée par eux, est aujourd'hui chose courante.

— **ML :** Et le personnage d'Alexandra Kollontaï ?

— **Michel Ragon :** Le personnage d'Alexandra Kollontaï est un personnage de femme extraordinaire que je connaissais mal, mais je me suis acharné à trouver la documentation nécessaire pour brosser son portrait. Elle est l'ancêtre des féministes, et elle commence à être récupérée par les Editions des femmes. Mais elle demeure peu connue, c'est une surprise pour la presse.

— **ML :** Il y a quand même une femme qui a suivi tout ce parcours. Même si elle démarre des Etats-Unis, elle part en URSS et ira aussi en Espagne : c'est Emma Goldman. J'ai regretté qu'il ne la rencontre pas.

— **Michel Ragon :** Dans un roman, alors qu'il y a déjà beaucoup de personnages, si j'avais mis Emma Goldman comme personnage historique, ça diminuait Alexandra Kollontaï, alors que j'ai tout axé sur celle-ci.

— **ML :** Ce qui est bien dans un roman, c'est qu'il n'a pas le côté rébarbatif des ouvrages théoriques. On découvre les personnages sous un autre jour, et en plus les masques tombent. L'image que peuvent avoir les gens du mouvement anarchiste n'est pas celle-là, alors que moi je retrouve plein de choses là-dedans, des ambiances qui me parlent.

— **Michel Ragon :** C'est la première fois qu'un tel livre a été fait. Aussi invraisemblable que cela paraisse. Je ne vois pas un roman synthétisant la vie des anarchistes du siècle avec des personnages romanesques qui ont l'ambition d'être des personnages comme « Les Misérables », donc d'être un roman populaire en même temps. Mais c'est ce que je voulais, je voulais essayez de faire *Les Misérables.* Il faut toujours avoir de grands exemples, alors je pensais aux *Misérables* de Victor Hugo et à *Guerre et Paix* de Tolstoï, qui sont deux romans historiques avec beaucoup de personnages réels. Et je voulais faire ça pour l'Anarchie, comme je l'ai fait pour mes vendéens qui sont aussi des vaincus.

(Extrait de l'interview faite par Alain Dervin et Monique Figarol)

Autour de Michel Ragon...

MICHEL Ragon est un autodidacte, comme on dit. A quatorze ans, il quitte l'école pour aller travailler à Nantes. Il est d'abord garçon de course, puis manutentionnaire, ou encore débardeur et aide-comptable. A vingt-et-un an il arrive à Paris. Il y fait *« tous les métiers d'ouvriers en usine jusqu'à bouquiniste »* (1), comme Fred Barthélémy dans *La mémoire des vaincus.*

Il rencontre alors Henri Poulaille, Ludovic Massé, Emile Guillaumin et d'autres écrivains prolétariens, presque tous libertaires. Cette rencontre est définitive : *« j'ai découvert là ma famille spirituelle, que je n'ai jamais songé à quitter »,* explique Michel Ragon. Il connaît très bien Louis Lecoin et participe avec lui à la campagne qu'il a mené pour l'obtention d'un statut d'objecteur de conscience.

« J'ai longtemps été très lié, ajoute-t-il, *avec le groupe Louise-Michel dans lequel militaient Maurice Joyeux et sa compagne Suzy Chevet, une femme très active. »*

Michel Ragon est un voyageur. Il a été ouvrier agricole pendant un an en Angleterre. Il part au Japon, ce qui ne l'empêche pas d'écrire, bien au contraire. Historien d'art reconnu, c'est également entre autres un romancier. *Les Mouchoirs rouges de Chôlet* remporte un énorme succès en 1984, date à laquelle Michel Ragon recevra le Prix Goncourt.

Ecrivain prolétarien, écrivain voyageur, critique d'art, Michel Ragon a consacré par ailleurs de nombreux ouvrages à l'architecture et l'urbanisme, ce qui en fait aussi un écrivain des villes.

Cet amoureux de la vie s'intéresse à tout. L'ennui, c'est sûr, il ne connaît pas.

Alain Dervin

(avec le concours de Thierry Maricourt [chroniqueur littéraire au *Monde libertaire*] pour les références biographiques rapportées ici).

(1) Josyane Savigneau, Le Monde.

NOTES DE LECTURE

« Lettres à Staline »

par Mikhail Boulgakov et Evgueni Zamiatine

éditions Solin (1)

IL était une fois, dans un pays lointain, un grand écrivain qu' « on » empêchait d'écrire par tous les moyens. Un jour on lui faisait le coup de la critique assassine pour cause d'antisocialisme ou d'anti-soviétisme. Le lendemain, c'était les gnomes sans visage de la bureaucratie littéraire qui prenaient un malin plaisir à lui faire subir le supplice de la gomme, de la rature et de la censure. Le surlendemain, c'étaient les petits fonctionnaires de la servilité et de la lâcheté qui l'interdisaient de littérature, de travail et même de gagne-pain.

Il était une fois, donc, en URSS, dans les décennies vingt et trente, un grand écrivain nommé Mikhail Boulgakov (2) dont tout un chacun, y compris Gorki et le maréchalissime génie de l'Oural s'accordait à dire qu'il avait du talent qui mourrait à petit feu, asphyxié de haine et garotté de tracasseries en tous genres.

Sentant sa fin prochaine et en prenant son « parti », ce grand écrivain las de solitude et de persécutions se décida alors à écrire au « Bon Dieu » pour lui faire part de son calvaire et lui demanda d'intervenir en faveur... de son expulsion.

Hélas ! trois fois hélas ! pour Boulgakov, son désir ne fut jamais exaucé et c'est en URSS qu'il rendit l'âme en 1940.

Logueni Zamiatine, lui aussi écrivain de talent et comme tel empêché d'écrire dans le même pays et à la même époque, eut plus de chance. Sa lettre à Staline lui valut un passeport pour une moins pire au goût de miel.

Ces lettres, celles de Boulgakov et celle de Zamiatine constituent l'objet du présent livre, et c'est peu dire qu'elles sont dotées d'une charge historique et symbolique rare.

En quelques phrases — forcément dépouillées de tout débordement sinon goulag for you — elles nous brossent un tableau à nul autre pareil de la situation de l'écrivain en URSS, de la misère littéraire et morale de la littérature ayant pignon sur rue, du formidable pouvoir des innombrables Obersturmführer présidant à la destinée des mots et du non moins formidable pouvoir de Staline qui, dans un cas, donna l'ordre d'ouvrir la cage et dans l'autre préféra — tout en ayant poussé le sadisme jusqu'à téléphoner lui-même à Boulgakov à la suite d'une de ces lettres — continuer à jouer au chat et à la souris avec une souris — dont il reconnaissait le talent — à l'agonie.

On l'aura donc compris, ces lettres sont des documents historiques de tout premier ordre en qui disent autant sur un système social que trois wagons de thèses de troisième cycle — et de la vingt-cinquième heure — ou que quatre show-businesseries « informatives » découvrant l'Amérique communiste quatre siècles après les innombrables Christophe Colomb libertaires et autres dont les ossements ont commencé à blanchir au soleil du totalitarisme... dès le début de la « révolution » d'Octobre.

Tel n'est cependant pas l'avis de la traductrice et préfacière de ce livre qui n'a vu dans ces lettres que « *redondances caractéristiques du didactisme stylistique stalinien* », « *recherche d'un rapport interpersonnel avec le chef* », « *fascination que suscitent le miracle, l'autorité, la toute-puissance* » et « *ambiguïté* ». Mais sans doute madame Marianne Gourg ne connaît-elle des « *pays de l'Est* » que les datcha-marina aimablement mises à la disposition des camarades aveugles et sourds, sans doute ne sait-elle pas ce que c'est que de crever de faim et de ne pouvoir écrire, et sans doute se maudira-t-elle d'avoir écrit de telles banalités d'une autre époque..., juste avant que les événements se déroulant à l'Est n'aient complètement inversé la mode chieuse d'encre !

Ah ! si que j'aurais su !...

Jean-Marc RAYNAUD

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire : 50 F.

(2) Si vous voulez vous faire une idée de Boulgakov et si vous ne devez lire qu'un seul livre de lui, lisez Le Maître et Marguerite, *éditions Le livre de poche, vous verrez. Le diable au pays des soviets, c'est de la dynamite d'humour et de désespoir. A tel point — car qui peut avoir peur du diable ? — qu'il ne fut publié en URSS que vingt ans après la mort de l'auteur, et encore amputé d'une centaine de pages.*

Portrait de la gauche américaine

« AUJOURD'HUI aux Etats-Unis, il n'y plus de gauche » ! C'était en 1959, et cela n'est pas sans nous rappeler la situation actuelle en France. En effet, célébrer les valeurs libérales de l'Amérique du Nord, se distancier des idées traditionnelles de justice sociale et remettre en question la tradition révolutionnaire semblent à présent l'apanage d'une certaine intelligentsia en France alors qu'outre-Atlantique, au contraire, c'est un retour aux principes de l'idéologie « radicale » même si la pensée de gauche reste souvent coupée de la réalité sociale. Sous le signe d'un double paradoxe, ce dernier numéro de la revue *l'Homme et la société* a choisi le thème de la gauche nord-américaine.

Mais l'idéologie de la « fin des idéologies » (...) avait vécu et le début des années 60 sera marqué par un nouveau départ politique laissant place à l'utopie de la Nouvelle Gauche. Les textes proposés ici donnent un aperçu de la réflexion et des débats menés par la gauche nord-américaine actuelle, tant sur son passé que sur son présent comme courant intellectuel. Ecrits par des intellectuels liés à la Nouvelle Gauche des années 60, ces textes soulèvent parfois des polémiques dont on trouvera l'écho à travers les extraits du *Marxisme aux Etats-Unis* de Paul Buhle et des *Derniers intellectuels* de Russell Jacoby, attaqué avec violence pour avoir osé dénoncer la récupération de la gauche par l'Université. Une critique de chacun de ces ouvrages s'efforce de dégager les principaux enjeux des problèmes posés.

Les potentialités et les échecs du mouvement des années 60 sont analysés par Stephen Bronner et Andrew Feenberg et le mouvement féministe — l'une des composantes les plus vivantes et les plus fructueuses de gauche aux Etats-Unis actuellement — est présenté par Joanna Brenner et Nancy Holmstom. Enfin, un entretien avec Harry Magdoff, co-éditeur de *Monthly Review*, retrace l'historique de cette revue phare de la Nouvelle Gauche. Ce numéro de *l'Homme et la société* permet de cerner comment une gauche profondément ancrée aux Etats-Unis se profile derrière la « révolution reaganienne » de plus en plus récusée, mais aussi de comprendre combien l'idéologie « branchée » post-moderne de nombre d'intellectuels français doit à « l'absence de volonté politique » qui caractérisa la fin des années 50 aux Etats-Unis.

C.P.

L'Homme et la société, 1989, l'Harmattan « La gauche contemporaine aux Etats-Unis : mouvements d'hier et pensée d'aujourd'hui ».

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 15 février

• « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : invité René Marlin, « La grande relève » (sur le budget de la Défense).

• « Flagrants désirs » (19 h 30 à 20 h 30) : Pierre Philippe, pour sa pièce de théâtre : *Arrêt imminent derrière station*.

Vendredi 16 février

• « Emergences » (21 h à 22 h 30) : Quelle société alternative ?

• « Ithaque » (22 h 30 à 3 h) : hygiène, propreté et fantasmes. Avec François Terrasson, auteur de *La peur de la nature* (éditions « Le sang de la terre ») et un membre de l'association « Les médecins au pieds nus » (ethno-médecine).

Samedi 17 février

• « Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : la gauche aux Etats-Unis, la VO spécial impôts : des spécialistes de la VO impôts répondent aux questions des auditeurs.

Dimanche 18 février

• « L'imaginaire » (22 h à 23 h) : premier anniversaire de l'imaginaire.

Mardi 20 février

• « Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : « le Zydeco » (2e partie).

• « Paroles d'association » (14 h à 15 h) : « Banlieue : cent visages », avec Raymond Curie ou Hughes Bazin (travail de quartier).

Mercredi 21 février

• « La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : Nox et Ausgang, sous réserve.

Jeudi 22 février

• « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : invité Henri Masson au sujet des pacifistes espérantistes.

• « Flagrants désirs » (19 h 30 à 20 h 30) : Geneviève Pastre et ses invités.

Vendredi 23 février

• « Emergence » (21 h à 22 h 30) : salon « Vivre et travailler autrement ».

Samedi 24 février

• « Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h 30) : la VO impôts, des spécialistes de la VO répondent aux auditeurs.

• « Nuit off » (22 h 30 à 3 h) : émission contact ; thème : érotisme, pornographie, sexualité. Les auditeurs peuvent intervenir à l'antenne, au 42.62.90.51.

Dimanche 25 février

• « L'imaginaire » (22 h à 23 h) : le français écorché (3e partie).

Mardi 27 février

• « Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : les prénoms féminins.

• « Paroles d'association » (14 h à 15 h) : « Psyfemmes », association de thérapie psychologique pour femmes.

Mercredi 28 février

• « La théorie du tomahawk (22 h 30 à 1 h) : Lookdebouc et State of mind.

Nouveau voyage dans la bande dessinée

• « C'EST DU SPORT », (Prado, Humanoïdes associés).

L'auteur continue l'inventaire de la bêtise humaine qu'il avait commencé dans *Chienne de vie*. Qu'ils soient sportifs, fonctionnaires, amis des bêtes, militaires, pères de famille, forts en gueule, timides, vieux, jeunes, amoureux ou arrivistes, peu importe, les humains sont étonnants de méchanceté. Face à un individu ou à une administration, vous êtes foutu, ne sortez plus. Même faire des courses à l'épicerie de quartier est trop dangereux. Ne sortez plus ou faites quelque chose pour que ça change.

Toujours aux « Humanoïdes associés », Bezian nous montre la fin d'une grande famille du siècle dernier. Décadence et spiritisme, chaque porte débouche sur le morbide et la folie ; folie où sombrent un à un tous les membres de cette famille vivant repliée sur elle-même, obsédée par le poids du remords.

• « ADAM SARLECH » (Bezian, Humanoïdes associés).

Il y a tout juste un an sortait *Voyage au bout de la nuit* de Céline, avec Tardi : grand succès auprès du public et de la critique. Cette année, les éditions Futuropolis fêtent cet anniversaire en publiant trois albums mariant également une œuvre littéraire et des illustrations réalisées par un dessinateur venu de la BD. Trois livres, trois styles : brutal, aérien, halluciné.

• « CASSE-PIPE » (Céline/Tardi).

Le temps interminable de l'enfermement dans la caserne, le monde devient agressif, la nuit, le froid, la pluie, les chevaux en cavale, les mots de Céline plus le crayon de Tardi.

• « LE PROCES VERBAL » (Le Clezio/Baudoin).

Errance et déambulation sans but entre ville et bord de mer d'Adam Polo ; le dessin vient en parallèle suivre un étranger à la recherche de lui-même.

• « LE DOUBLE » (Dostoïevski-Gotting).

Récit d'une dissociation de la personnalité et d'un délire paranoïaque. Première incursion de Dostoïevski dans le thème de la folie, *Le Double* se prête à l'interprétation expressionniste de Gotting : dessin halluciné pour texte halluciné.

Alain

NOTES DE LECTURE

« La Lettre à Kirilenko »

de Henri Coulonges — *Editions Stock*

LES auteurs capables d'écrire des récits historiques gâtent en ce moment le mouvement libertaire. L'événement du jour est évidemment la parution de la *Mémoire des vaincus* de Michel Ragon. Mais l'ami Michel a été précédé de quelques mois par Henri Coulonges qui nous propose *La Lettre à Kirilenko,* ouvrage paru chez Stock en août 1989. Le thème est le suivant : un officier français, rallié au bolchévisme en octobre 1917, découvre avec consternation en 1920, à Petrograd, que l'assassinat est une des formes principales de gouvernement du parti communiste. Des personnages historiques : Zinoviev, Chaliapine, Victor Serge, Kirilenko (patron de la Tchéka à Pétrograd) défilent dans ce roman mené à vive allure. La révélation définitive de la nature profonde du bolchévisme sera provoquée par la disparition de deux militants syndicalistes, Stivard et Lutry, envoyés froidement à la mort en mer de Barents, dans le Grand Nord, par le KGB. Chacun aura reconnu l'odyssée de Lefevre, Vergeat et Berthomet-Lepetit, ces deux derniers militants anarcho-syndicalistes.

En dehors des qualités narratives indéniables de ce livre, il faut préciser — ce qui est rare — qu'il « sonne juste » politiquement. Quand Henri Coulonges parle des anarchistes, il en parle bien et honnêtement. Le fait est à remarquer. Un bon bouquin, donc ! Après le temps de la défaite, vient le temps de la réhabilitation, en attendant celui des victoires.

Yves PEYRAUT

La lettre à Kirilenko de Henri Coulonges, paru chez Stock est en vente à la librairie du « Monde Libertaire » au prix de 98 F.

• Samedi 17 février à 11 h 30 : table ronde dans « Chroniques syndicales » sur *Radio libertaire*, 89.4 FM.

• Samedi 17 février à 17 h : forum-débat à la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot, 75011 PARIS (métro République), avec René Gallisot, Larry Portis et Robert Sayre.

N° 774 JEUDI 15 FEVRIER

IMMIGRATION

Répression et expulsion, ou intégration ?

EN décembre 1989 avait lieu à Bordeaux une marche-cross contre les expulsions et le racisme, et pour l'égalité des droits Français-immigrés.

Lors de cette marche, environ deux cents personnes, dont une soixantaine de membres de la communauté turque et kurde de Bordeaux, reliaient les différents lieux de pouvoir où se prennent les décisions répressives concernant les étrangers : palais de justice, préfecture, centre de rétention au commissariat central, Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE).

A l'initiative de l'ASTI et du RESO (Réseau de Solidarité contre les Expulsions des Etrangers), et soutenue par les organisations suivantes : FA, FLNKS Bordeaux, LCR, MRAP, PCOF, CNT, Comité Euskadi, Comité de solidarité avec les peuples du Salvador et de l'Amérique centrale (en ces temps difficiles, il est important de se compter), la manifestation avait pour but de dénoncer les manques importants de la loi Joxe, laquelle devait réformer la loi Pasqua, et localement de régler un certain nombre de cas particuliers pour des personnes qui, depuis de longs mois, avaient été mises à l'abri des effets de la loi Pasqua, et qui restent, faute de pouvoir régulariser, en situation irrégulière.

Deux rendez-vous avaient été pris avec la préfecture et la DATE qui n'ont, pour l'instant, donné aucun résultat, si ce n'est la promesse d'une réponse pour la mi-janvier, réponse qui se fait toujours attendre.

De la loi Pasqua à la loi Joxe

En 86, les lois Pasqua et Pandraud permettaient d'expulser un grand nombre d'immigrés. Basées sur des notions très vagues, genre « troubles de l'ordre public », elles n'étaient ni plus ni moins que l'expression au grand jour et dans les faits des idées racistes de l'extrême droite... reprises par la droite dite classique.

Dès 1988, un certain nombre d'associations et d'organisations politiques demandaient au gouvernement de gauche revenu au pouvoir d'abolir les lois Pasqua et Pandraud.

Le PS nous donnait la loi Joxe. Mais force est de constater que celle-ci, malgré ses déclarations de bonnes intentions et principes, ne règle rien, comme ont pu le constater les associations qui, telle l'ASTI, travaillent chaque jour auprès des immigrés.

Tout d'abord l'ASTI aurait souhaité que soient réexaminés l'ensemble des dossiers pour les personnes victimes de la loi Pasqua. Deuxièmement, il n'y a pas beaucoup de changement entre la loi de Joxe et celle de Pasqua, et puis l'administration fabrique comme à plaisir des immigrés en situation irrégulière.

La loi Joxe

D'abord, les points positifs :

• est supprimée l'irrecevabilité des dossiers, même en situation irrégulière ; un étranger peut présenter un dossier de demande de titre de séjour ;

• est supprimée le refus de carte de séjour pour « menace à l'ordre public » ;

• le délai de perception d'une carte de résident passe de un à trois ans ;

• la commission d'expulsion est rétablie. L'ASTI souhaite que soient réexaminés des dossiers sur ces bases nouvelles pour les victimes de la loi Pasqua.

D'autre part, proposition de créer une commission de séjour (à voir donc).

Les problèmes non réglés par la loi Joxe :

• l'entrée en France reste soumise à l'obtention d'un visa (pour les pays du Tiers-Monde), avec non-motivation en cas de refus et aucune possibilité de recours. L'ASTI demande la suppression des visas ;

• absence de possibilité de recours en cas de décision de reconduite à la frontière par la préfecture ;

• le principe de la double peine est maintenu pour une condamnation de un an de prison ferme, l'étranger sera ensuite expulsé ;

• le maintien des centres de rétention sur décision administrative non soumise à jugement ;

• pas d'annulation des décrets et circulaires discriminatoires pour ce qui concerne le logement, les prestations sociales et familiales, la formation professionnelle, l'éducation, la santé et le RMI.

En marge de la loi

A cause d'accords signés entre la France et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, deux millions de personnes sont exclues du cadre de la loi Joxe et soumises à un régime beaucoup plus négatif.

Les étudiants ont des difficultés pour obtenir le visa de long séjour, la carte de séjour, pour justifier de ressources (sans droit au travail la première année) et de la réalité de leurs études.

Le simple fait de prétendre à une vie normale et donc de demander un regroupement familial reste difficile à obtenir. Il faut faire preuve de ressources et d'un domicile (texte G. Dufoix, PS). Effectuer en France le regroupement familial demeure interdit.

Les demandeurs d'asile connaissent un problème identique. Des preuves sur leur nature d'exilés politiques sont réclamées par l'administration qui souvent oppose un refus. L'OFPRA (l'organisme qui s'occupe des demandeurs d'asile) est tellement démunie qu'elle oublie souvent de répondre aux usagers. A cela s'ajoutent de plus en plus de refus, basés sur la volonté de stopper les demandes et d'y répondre selon les critères européens définis par des accords comme ceux de Schengen.

Au regard de la loi du 17 juillet 1984, les étrangers travaillant en France, titulaires d'une carte de séjour d'un an, qui se retouvent au chomâge ou en intérim, se voient refuser par la Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) le renouvellement de leur autorisation de travail, ce qui entraîne... le non-renouvellement de la carte de séjour. Le tour est joué, la personne doit partir ou se mettre dans une situation irrégulière, ce que la loi Joxe, qui fait la chasse aux clandestins, viendra régler.

En ce qui concerne les étrangers vivant dans les départements d'outre-mer, ils sont encore soumis à la loi Pasqua pour cinq ans.

Et L'Europe : Schengen et Trévi

Voilà pour ce qui concerne la France. Malgré les discours sur l'intégration, la réalité est loin d'être idyllique et les anarchistes ne peuvent que condamner la pratique du PS qui, une fois de plus, a choisi le camp de ceux pour qui le profit est plus important que le respect des droits de l'homme. Derrière la loi Joxe se cache un discours humaniste muet devant la peur de perdre des voix ; discours qui par ailleurs s'incline devant les nécessité économiques du monde capitaliste. Et pour l'Europe que l'on nous propose, la situation concernant les immigrés est loin d'être meilleure. Si d'un côté il est prévu, pour des raisons d'ordre économique, une ouverture des frontières internes, des accords prévoient, dès aujourd'hui, la fermeture des frontières extérieures de l'Europe pour les populations du Tiers-monde.

Depuis 1975, les ministres de l'Intérieur de la CEE, auxquels se sont ajoutés ceux de la Justice et les responsables des services de police des Douze, travaillent ensemble au sein de structures comme le groupe « Trévi », qui planchent sur des sujets portant sur la répression du banditisme et la répression politique, le terrorisme, le trafic de stupéfiants et bien entendu l'immigration et le droit d'asile.

Le 14 juin 1985, les accords de Schengen ont été signés discrètement entre les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne fédérale, le Luxembourg et la France. La publication du contenu des accords, au *Journal officiel,* date du 5 août 1986. Ces accords furent signés sans débat au niveau public ou parlementaire. Ils servent aujourd'hui de référence pour l'orientation de la politique en matière d'immigration et ils ont toutes les chances de devenir les textes régissant les conditions d'entrée des étrangers en Europe pour demain.

Ces accords prévoient en matière d'immigration :

• un rapprochement de la politique des visas (articles 7 et 20) ;

• une coopération étroite entre les autorités douanières et policières pour lutter contre l'entrée et le séjour irrégulier des personnes (articles 9, 17, 18, 19).

En date du 25 avril 1988, les travaux d'une commission « Sécurité et contrôle aux frontières » proposent un projet d'accords prévoyant entre autres :

• de créer des listes d'indésirables communes (fichier informatique) ;

• de pénaliser les personnes ou les compagnies ayant transporté des personnes en situation irrégulière (obligation d'assurer le retour et poursuites pénales). Pour les demandeurs d'asile il leur devient presque impossible de venir demander un statut, ce qui est une violation du principe de non-refoulement, prévu par la convention de Genève ;

• de généraliser le refus à l'ensemble des pays signataires, si la personne est refusée d'entrée dans l'un des pays signataires des accords.

Oui à l'intégration

Il y a environ treize millions d'immigrés en Europe, qui assument les mêmes devoirs et devraient donc avoir les mêmes droits.

Celles et ceux qui, pour des raisons politiques ou économiques, furent obligés de changer de pays sont devenus les citoyens des pays où ils résident aujourd'hui, y apportant leurs espoirs, l'enrichissant de leurs différences et de leurs expériences, y puisant les apports d'une autre culture et offrant des éléments de leur propre culture. « La terre appartient à ceux qui la travaillent », là où ils la travaillent.

Il ne s'agit pas pour nous anarchistes de prôner une immigration tous azimuts, mais de refuser toute exclusion. Refuser notamment cette politique qui consiste à fermer les frontières des pays riches aux citoyens des pays du Tiers-Monde, à se replier sur soi-même en vue de préserver ses avantages et son niveau de vie, basés sur l'exploitation du reste du monde, à éviter le moindre partage et tout changement.

L'exploitation du Tiers-Monde, le jeu de l'économie mondiale savamment orchestré par les démocraties des pays riches, le problème de la dette sont autant de facteurs qui renforcent la misère économique et politique, ce qui entraîne une nécessité migratoire.

Pour les habitants des pays du Tiers-Monde la lutte peut se mener sur place, en vue de renverser les régimes qui font le jeu des pays riches et mettre en place une économie égalitaire et indépendante. Mais ceux qui continueront inéluctablement à émigrer verront les anarchistes à leur côté, contre les expulsions et dans le combat visant à mettre en place une société égalitaire et libertaire, cela au plan mondial.

Des affaires comme celle des foulards, outrageusement médiatisée, mettent en avant la fragilité des esprits sur les problèmes de l'intégration des immigrés. Le rejet ne peut conduire qu'au repli sur soi et pour les immigrés, parfois, à un retour vers l'intégrisme musulman ; intégrisme semblable à notre intégrisme local (Lefebvre et compagnie).

L'un des points essentiels pour permettre l'intégration et pour lutter contre le racisme est que partout soient combattues les thèses de l'extrême droite. Le fascisme réapparaît toujours lors des périodes de crise. On sait où cela mène, il s'agit de le faire comprendre aux gens. Preuves et chiffres à l'appui, il faut convaincre que les immigrés ce n'est ni l'insécurité, ni la drogue et la délinquance, mais souvent la misère et la précarité. Il est tout à fait anormal que l'affaire de Montfermeil, où le maire de droite refuse l'inscription des enfants immigrés dans les écoles municipales, puisse s'éterniser ainsi, sans que l'élu soit sanctionné.

Le « Tous dehors » de Jean-Marie Le Pen, appliqué par la droite, avec les lois Pasqua-Pandraud, accompagnées d'un discours plus « soft », ne doit pas nous faire oublier que le PS, qui se targue d'être le champion de l'intégration, agit en vérité de tout autre façon. Le gouvernement « socialiste », par le biais administratif, fabrique des clandestins, les chasse et les expulse. En résumé, il s'agit d'intégrer... ceux qui sont déjà intégrés. Ainsi, droite et gauche nous préparent, de concert, une Europe contre les immigrés où même le droit d'asile se voit relégué au musée, à côté de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

De Pasqua à Joxe, en passant par les accords de Schengen, l'ensemble de ces lois sont la négation des droits de l'individu à résider là où il le souhaite, à découvrir, à voyager, à connaître d'autres cultures. Ces lois sont la non-reconnaissance de la nécessité qu'il y a parfois à quitter son pays pour des raisons économiques ou politiques et à chercher asile dans un autre pays.

Partisans d'un monde égalitaire et sans aucune frontière, soyons solidaires !

Patrick AGUIAR
(Groupe Emma Goldman)

SOMMAIRE

• **PAGE 2, Infos des groupes FA.**
• **PAGE 3, Arguments : Apartheid, Mandéla libéré, Pour Malik, Editorial.**
• **PAGE 4, Les luttes : Durafour l'arnaqueur, Les bureaucrates ont signé, CNT-PTT Lille, Lézennes (suite), CGT.**
• **PAGE 5, Société : Casabonne, L'affaire Schenkel, Hommage à Malik, Info squatt, Opération anti-immigrés à Bordeaux.**
• **PAGE 6, Dans le monde : Politique grecque.**
• **PAGE 7, Infos internationales : L'Anarchist Black Cross en URSS, Solidarité avec J. Perotti, Manif anti-skins, Corruption à Caracas, Kropotkine 1990, L'Anarcho-Syndicalist Federation, Solidarité Roumanie.**
• **PAGE 8, Dans le monde : L'anarchisme en URSS.**
• **PAGE 9, Archives : Le mouvement syndical mexicain.**
• **PAGE 10, Interview et biographie de M. Ragon.**
• **PAGE 11, Expression : Notes de lectures, La gauche US, Bandes dessinées, Programme de Radio-Libertaire.**
• **PAGE 12, Arguments : L'immigration en question.**